



RAPPORT, D'ACTIVITÉ 2022



RAPPORT, D'ACTIVITÉ 2022

↓
Sommaire

“
Édito

Chiffres
clés

Congrès

Instances
politiques

Commissions

Organigramme
de la CG Scop

Temps
forts

Vie du
réseau





Jacques Landriot,
Président de la
Confédération générale
des Scop et des Scic

*Mobilisation,
solidarité,
engagement,
un triptyque
de valeurs qui nous
anime au quotidien
et qui résume bien
les actions de notre
Mouvement de cette
année 2022.*

2022

L'année du Congrès !



Nous étions 1 400 coopératrices et coopérateurs à notre Congrès national de Rennes les 17 et 18 mars 2022, un record de participation !

Aujourd'hui avec 4 406 Scop et Scic, 81 968 emplois et 8,4 milliards de chiffre d'affaires, notre Mouvement démontre par son développement qu'un autre modèle de société est plus que jamais possible.

Notre texte d'orientation nous engage sur la période 2022-2026 en privilégiant 4 axes :

- Un Mouvement engagé dans la transition écologique et sociale
- Un Mouvement de proximité avec les coopératives, les coopératrices et coopérateurs
- Un Mouvement ambitieux : un objectif de 100 000 emplois, 5 000 Scop et Scic et 10 milliards de chiffre d'affaires à l'horizon 2026
- Un Mouvement solidaire

À l'issue de notre Congrès, nous avons précisé les modalités d'organisation de notre Mouvement :

- Une Direction nationale de 36 élu-es
- Un Bureau composé de 12 membres respectant la stricte parité femmes/hommes
- La création de 6 commissions conformément aux axes stratégiques définis et dans lesquelles participent tous les élus de la Direction nationale

En parallèle de notre Congrès, des temps forts ont marqué l'année 2022 :

- Parution du livre sur la citoyenneté économique : une réflexion d'envergure sur le rôle que doivent jouer les entreprises face aux défis sociétaux et environnementaux : des intellectuels, chefs d'entreprises, syndicalistes ont ainsi partagé, échangé et confronté leurs idées autour de 4 principes, qui constituent le fil conducteur de l'ouvrage :
 - La gouvernance démocratique
 - La répartition équitable des bénéfices
 - Le bien-être des salariés
 - L'éthique et la responsabilité de l'entreprise
- Diffusion d'un plaidoyer pour les présidentielles et les législatives
- Signature d'une Convention de partenariat avec le ministère de l'Outre-mer afin de permettre le développement des Scop et des Scic sur les territoires
- L'Agora des Scic au CESE, un moment fort pour les 1 360 Scic en France, en présence de Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat à l'ESS et à la Vie associative
- Le dimensionnement de nos outils financiers pour aider nos Scop et Scic à se développer ou les aider dans leur quotidien. Pour cela, nous avons mis à disposition 18 millions d'euros supplémentaires ; aujourd'hui cette somme est déjà engagée, notamment pour des actions de développement.

Une année particulièrement réussie, même si nous déplorons la disparition de Scopelec, une Scop emblématique à la tête d'un groupe de 3 900 salariés.

En effet, malgré la proposition de création d'une nouvelle société, financée par les salariés concernés, financée aussi par les Scop et Scic, les fédérations, les unions régionales, au travers de titres participatifs, financée enfin par nos outils financiers, Scopelec n'a pu être sauvée, le Tribunal de commerce ayant refusé notre offre !

Nous avons une pensée toute particulière pour tous les salariés et coopérateurs qui ont perdu leur emploi et en espérant que toutes celles et ceux qui ont peut-être été repris, le soient de façon pérenne. Certes nous n'avons pu réussir la reprise mais nous devons rester fiers de la mobilisation de notre Mouvement.

Mobilisation, solidarité, engagement, un triptyque de valeurs qui nous anime au quotidien et qui résume bien les actions de notre Mouvement de cette année 2022.

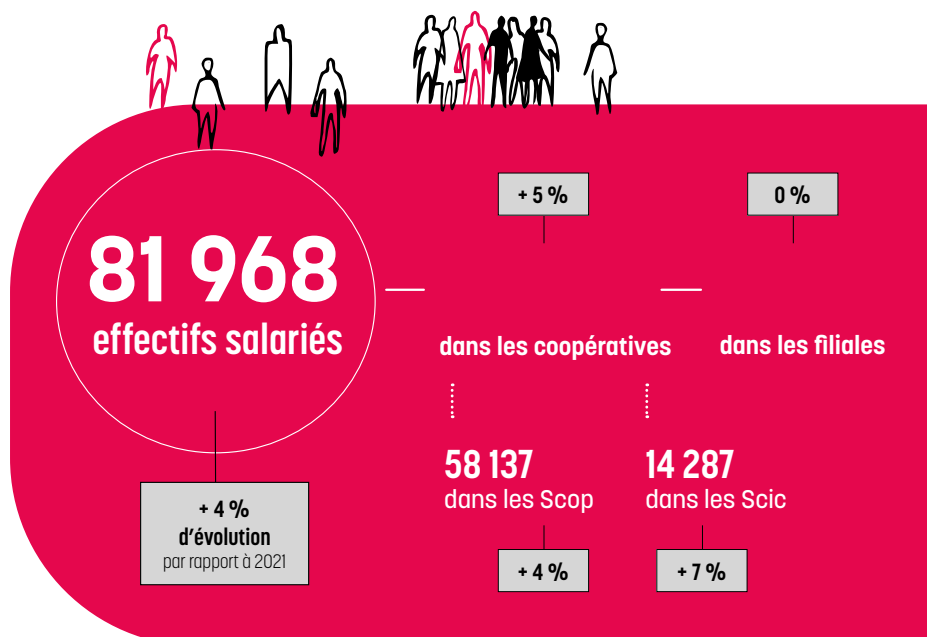
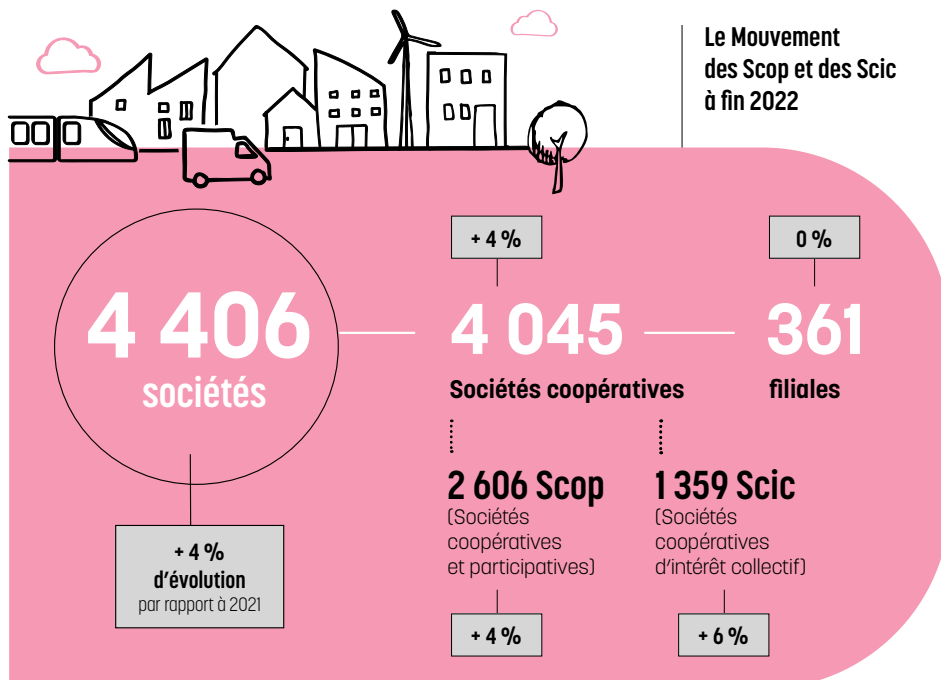




Chiffres clés

Une dynamique de croissance pour le début de la mandature

Malgré une année 2022 marquée par une forte inflation (+5 % sur l'année 2022 selon l'INSEE), la crise énergétique et des incertitudes économiques liées à la guerre en Ukraine, les sociétés coopératives continuent de se développer. À fin 2022, le Mouvement compte 4 % de sociétés en plus par rapport à 2021.



La dynamique de croissance se traduit également sur les emplois. Les effectifs progressent de 4 % en 2022, dont un tiers (soit 1 400 emplois) sont issus de la création de nouvelles coopératives en 2022, et deux tiers viennent du développement des coopératives existantes.

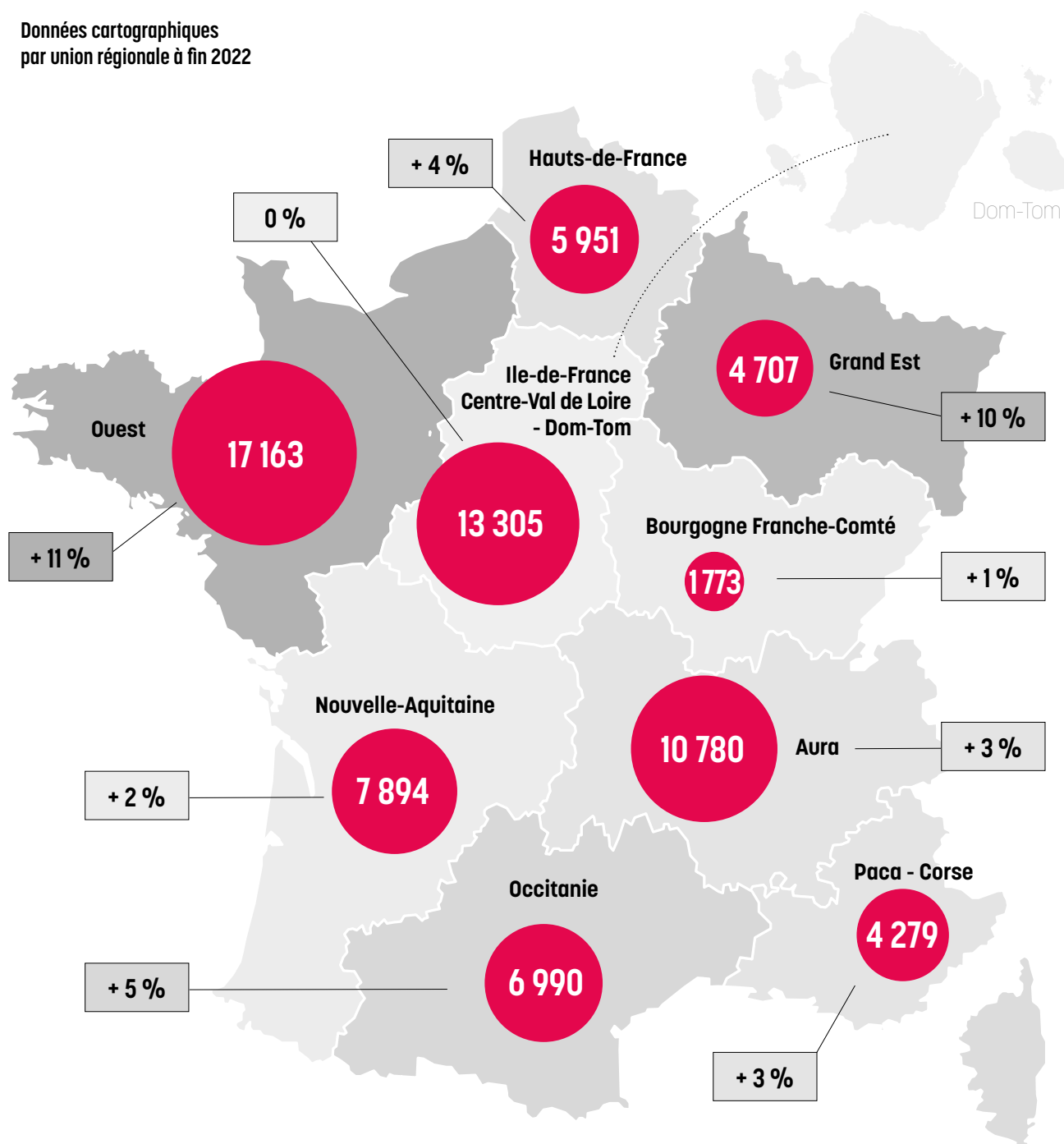
Les Scic continuent de connaître une croissance soutenue (+6 % de coopératives et +7 % d'emplois).

Dans les chiffres présentés ici, les taux de croissance 2021/2022 sont calculés hors effet de la disparition du groupe Scopelec.

Le groupe Scopelec a disparu fin 2022 des suites de la perte d'une part importante de ses marchés d'installation de la fibre en 2021. Malgré notre mobilisation pour la sauver, nous perdons ainsi une des 6 plus grandes entreprises du Mouvement, qui comptait encore fin 2021 15 sociétés dont 3 Scop (Scopelec, Socatel et ETETP) et 12 filiales, soit 3 900 salariés au total dont 1 876 dans les 3 Scop.

Des évolutions territoriales positives

Données cartographiques
par union régionale à fin 2022



● Nombre d'emplois coopératifs

Évolution par rapport à 2021 :

0 %



+ 11 %



La région Ouest, dont les emplois croissent de 11 %, concentre 17 163 emplois, soit 24 % des effectifs coopératifs, répartis dans 3 régions administratives : la Normandie, la Bretagne et les Pays de la Loire. L'union régionale Ile-de-France, Centre-Val de Loire et Outre-mer représente quant à elle 13 305 salariés, soit 18 % du total national. La région Auvergne-Rhône-Alpes, avec 10 780 salariés, est la troisième plus grande région du Mouvement en termes d'emplois coopératifs. On peut noter la croissance très dynamique de la région Est, dont les effectifs progressent de 10 %.

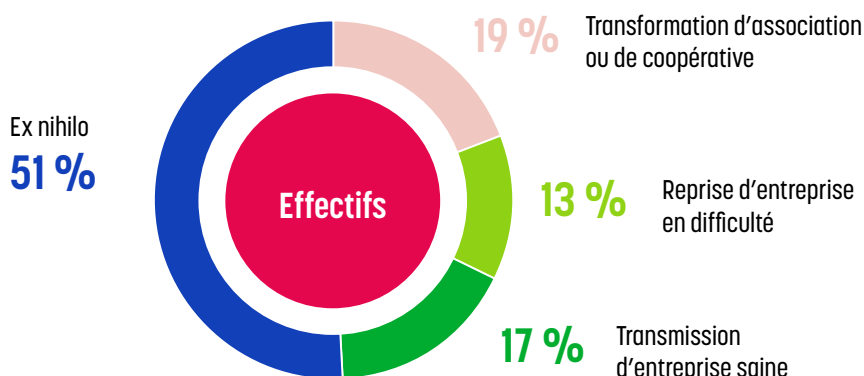
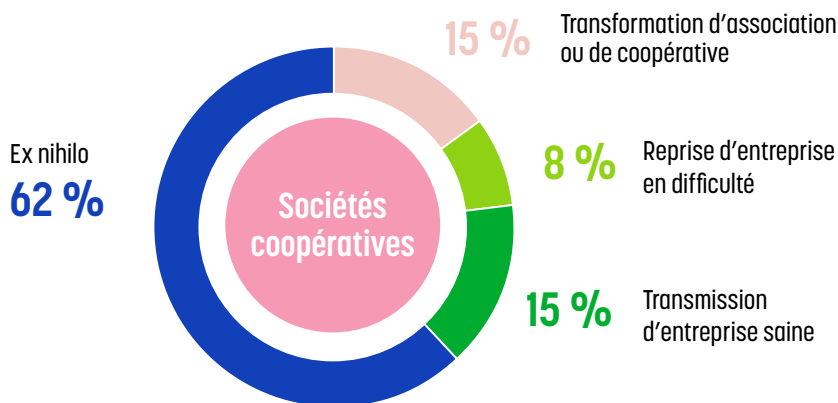
La progression de l'emploi est tirée par la transformation ou la transmission en coopérative

La majorité des coopératives et des emplois sont issus de créations de nouvelles activités (ex nihilo), alors que les transformations d'associations ou de coopératives et les transmissions d'entreprises saines représentent respectivement 15 % des coopératives existantes.

Lorsqu'on étudie les créations de coopératives en 2022, la ventilation par origine de création est différente par rapport à l'ensemble des Scop & Scic. Les nouvelles coopératives proviennent à 50 % de créations ex nihilo, à 28 % de transformations, et à 19 % de transmissions d'entreprise saine.

Dans le prolongement de la précédente mandature, la progression des effectifs globaux est tirée par la transformation d'associations ou de coopératives, qui représente en 2022 1 400 emplois et 60 coopératives. La transmission d'entreprise saine est également en progression, avec 460 emplois et 40 coopératives en plus en 2022.

Répartition par origine de création, ensemble des Scop/Scic à fin 2022

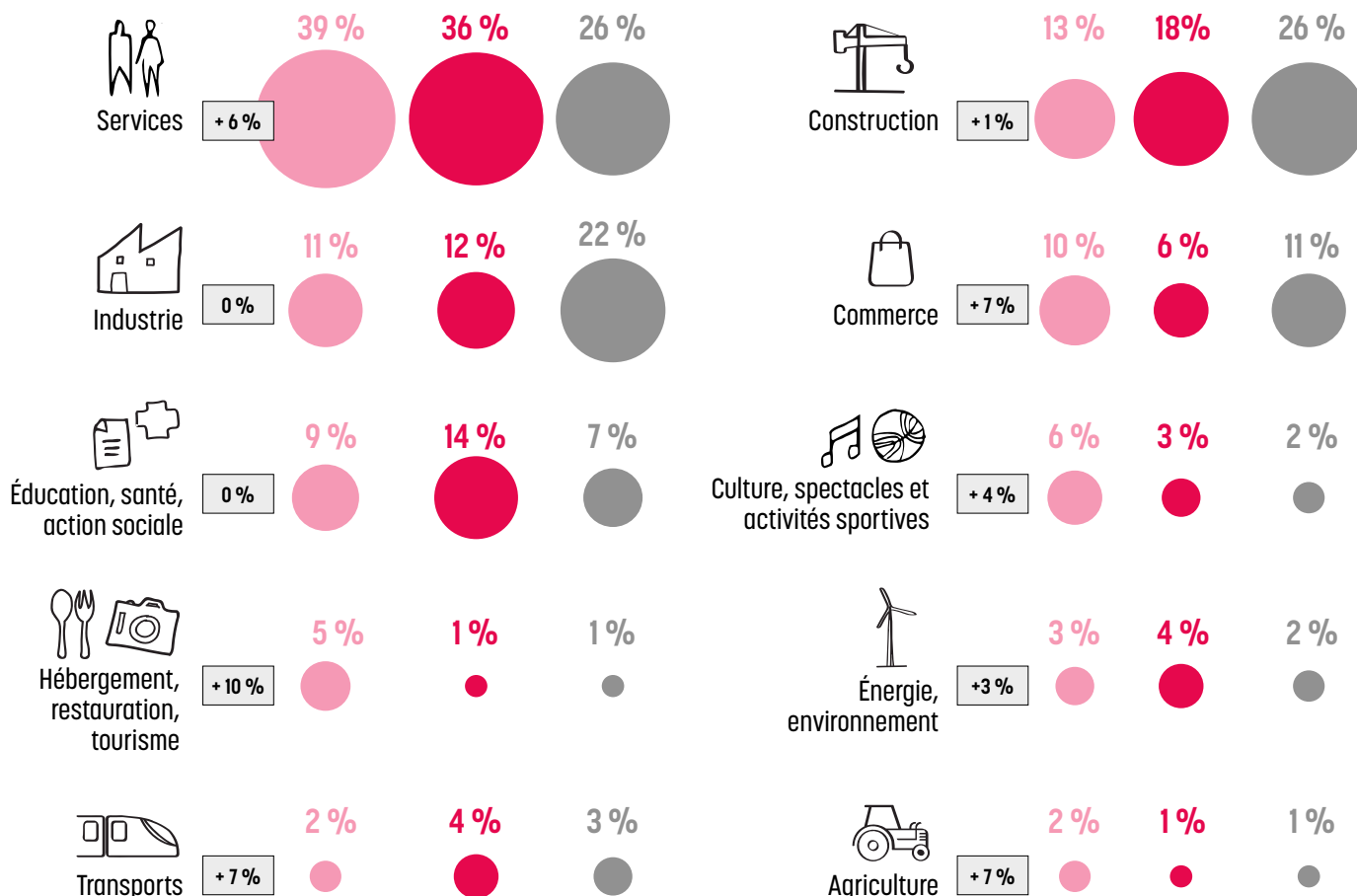


Des coopératives en progression dans tous les secteurs

Répartition sectorielle par nombre de coopératives, emplois, et CA (%) en 2022

→ Évolution par rapport à 2021

● Coopératives
● Salariés
● Chiffre d'affaires



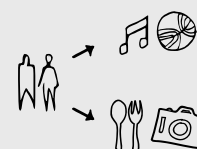
Les trois grands secteurs (services, construction et industrie) restent prédominants en termes de concentration des coopératives, des effectifs et du CA. La dynamique des services, malgré la sortie des secteurs « culture et hébergement », reste largement positive avec 14 % de croissance de CA, 7 % d'effectifs et 6 % de coopératives en plus. Le secteur du commerce voit ses effectifs largement augmenter, avec une croissance de 12 % en 2022.

Il est à noter qu'en 2022, le secteur « éducation, santé et action sociale » représente quasiment autant d'effectifs (14 %) que le secteur de l'industrie, malgré des emplois en recul de -4 % sur l'année.



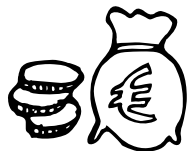
Un changement de méthodologie a été effectué en 2022 :

la distinction des secteurs « culture, spectacles et activités sportives », ainsi que « hébergement, restauration, tourisme », issus du secteur « services », a été réalisée afin de mettre en avant la dynamique spécifique de ces secteurs en forte progression.



Une performance économique qui se consolide

Un chiffre d'affaires en progression

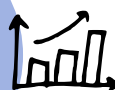


Le chiffre d'affaires net total atteint 8,4 milliards d'euros en 2022, soit une croissance de 11 % par rapport à 2021. 20 % du CA agrégé provient des filiales.

Selon l'enquête économique présentée en décembre 2022 par le Service études de la CG Scop, les coopératives anticipaient majoritairement une hausse de leur CA à fin 2022, mais une dégradation de leur marge opérationnelle (au moins -10 % pour la moitié d'entre elles). Si plus de la moitié des dirigeants et dirigeantes de coopératives anticipent une situation économique stable ou meilleure en 2023, ils partagent néanmoins des difficultés à se projeter dans l'avenir, au vu des perspectives économiques incertaines.

8,4
milliards €

+ 11 %



Le taux de pérennité à 5 ans continue d'augmenter

76 %

61 %



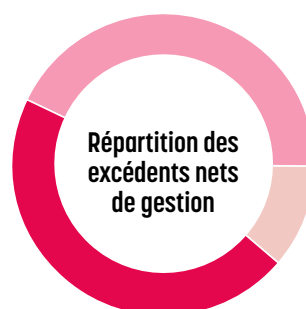
Le taux de pérennité à 5 ans est de 76 % pour les coopératives du Mouvement en 2022, contre 61 % pour l'ensemble des entreprises françaises (source INSEE). Ce taux est en augmentation de 3 points par rapport à 2021, ce qui continue d'illustrer la solidité des coopératives.

*Méthodologie du calcul du taux de pérennité à 5 ans, à fin 2022 :
(Nombre de créations de coopératives entre 2013 et 2017
encore actives cinq ans plus tard / Nombre total de créations de
coopératives entre 2013 et 2017) *100*

Répartition des résultats nets des Scop

Les résultats des Scop restent majoritairement répartis entre la participation aux salariés et les fonds propres de l'entreprise (réserves).

Participation aux
salariés
46 %



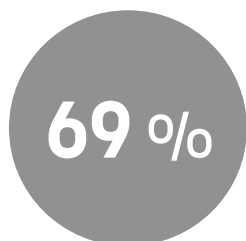
Réserves pour l'entreprise

43 %

Dividendes aux associés

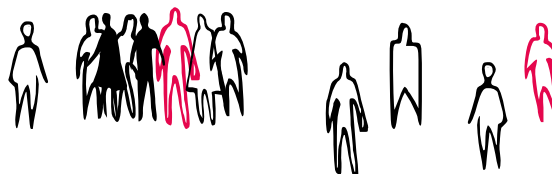
11 %

Gouvernance : un taux de sociétariat salarié élevé



Le taux de sociétariat salarié reste élevé au sein des Scop, avec une moyenne de 69 % à fin 2022.

Méthodologie du calcul du taux de sociétariat salarié : nombre de sociétaires salariés / nombre de salariés.



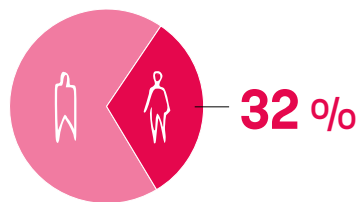
Un léger recul de l'effectif féminin en 2022

Les femmes représentent 32 % des effectifs du Mouvement, et elles sont majoritaires dans les secteurs de l'éducation et du commerce.

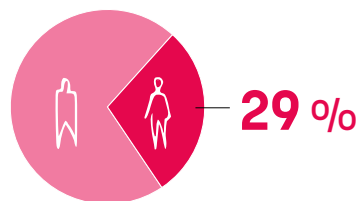
La part des effectifs féminins est en léger recul en 2022, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie, et ce malgré une hausse dans les transports et la culture.

Parmi les 3 310 dirigeant-e-s des coopératives actives en 2022, 29 % sont des femmes. Leur durée moyenne de mandat est plus courte que celle des hommes (un peu moins de 4 ans contre 4 ans et 4 mois).

Effectifs du Mouvement



Dirigeant-e-s



TEMPS FORTS 2022

16 février

Table ronde à l'occasion de la sortie du livre sur la citoyenneté économique

février



23 février



Diffusion d'un plaidoyer pour les Présidentielles

mars

13 mars

Lancement de la diffusion du spot TV « Chez soi »



17-18 mars

37^e Congrès national des Scop et des Scic



Début de la campagne de communication des outils financiers

21 mars

Lancement d'une campagne print et digitale interpellant les candidats à l'élection présidentielle

Candidates, candidats, on vous souffle une idée, ça commence par un C...

Non, pas Candidat
Non, pas Campagne
Non, pas Coalition

Beaucoup plus simple :
Coopération.



mai

10 mai

Dépôt d'une proposition de loi visant à lever les freins au développement des Scic par la députée Anne-Laurence Petel



Socoden devient société à mission

19 mai

Désignation des nouveaux membres du Bureau de la Direction nationale lors d'un séminaire



23 mai



Diffusion d'un plaidoyer pour les Législatives

juillet



4-5 juillet

Convention nationale et Université des permanents au Palais Pharo à Marseille



Fresque du climat géante



octobre

10 octobre

Participation au Forum de la Banque de France (stand & conférence)



13 octobre

Agora des Soic au CESE



20 octobre

Ouverture de l'observatoire des pratiques coopératives



novembre



6 novembre / 21 novembre

Traversée de la Route du Rhum – Destination Guadeloupe du bateau « P'tits Doudous – Les Scop »



22-24 novembre

Stand collectif « Place des sociétés coopératives » au Salon des maires



30 novembre

Soirée ciné débat autour du film « Reprise en main »



août



Signature d'une convention de partenariat avec le ministère de l'Outre-mer



décembre

1^{er} décembre

Lancement d'une campagne transmission vers les experts-comptables





Congrès national



Du 17 au 18 mars 2022, le Couvent des Jacobins à Rennes a accueilli le Congrès national des Scop et des Scic et leurs partenaires. Le Congrès a battu un record d'affluence avec 1 400 participants.

16 mars

Dès le mercredi soir, le Village coopératif a accueilli une trentaine d'exposants de différents secteurs d'activité, adhérents et partenaires, présents tout au long du Congrès, avec de nombreuses animations, des pitch et des moments de convivialité.



Près de 96 %
des participants
*ont été (très) satisfaits
de l'événement,
selon une enquête
post-Congrès*



Des rendez-vous à la carte ont également eu lieu à différents moments du Congrès (RDV Madeinscop, AG de l'Union Sociale, rencontre des Scic...).



17 mars

La maire de Rennes, Nathalie Appéré, a eu l'honneur d'ouvrir officiellement le Congrès des Scop et des Scic aux côtés de Serge Boureau, président de l'UR Scop Ouest et de Jacques Landriot, président de la CG Scop.

Les élus du Mouvement sont revenus sur le bilan de la mandature avec une mise en perspective sur la stratégie de développement du Mouvement (gestion de la pandémie, outils financiers, communication, 20 ans des Scic...), en alternance avec plusieurs vidéos.

Des témoignages de sociétés coopératives, qui ont vécu de belles avancées depuis six ans ou qui ont vu le jour, se sont alternés.



En début d'après-midi, Gaëlle Le Stradic, conseillère régionale déléguée à l'ESS, a pris la parole en pointant que « les Scop et les Scic sont des modèles inspirants pour construire les transitions. »



Fatima Bellaredj, déléguée générale de la CG Scop et Charles-Henri Montaut, vice-président en charge du lobbying de la CG Scop, ont pointé l'évolution des statuts.

Guy Babolat, 1^{er} vice-président, en charge de l'animation réseau et du plan de développement, a commenté les grandes lignes et les axes nouveaux du texte d'orientation 2022-2026.



Le philosophe André Comte-Sponville a donné une conférence sur le thème « Faire société ».

Congrès national



Les congressistes ont pu choisir un atelier participatif le jeudi après-midi parmi 8 thématiques :



- Indicateurs d'impact, ce qui pourrait être fait à partir de la citoyenneté économique
- Engageons-nous et soyons les actrices et les acteurs de notre transition écologique
- S'adapter à l'évolution du monde du travail
- Mieux se connaître pour travailler (ou répondre à des marchés) ensemble entre Scop, Scic et entrepreneurs de CAE
- De l'essoufflement à l'enthousiasme : comment faire vivre durablement son sociétariat ?
- Outils financiers : comment accompagner la relance ?
- TPE-PME : comment faire de la croissance ?
- Industrie : la révolution qui s'annonce !

18 mars

La nouvelle Direction nationale élue a été présentée aux congressistes.



« Cap 100 000 emplois coopératifs »

Jacques Landriot, le président réélu, a dévoilé le plan d'actions du Mouvement sur quatre ans.



L'ouvrage collectif « La Citoyenneté économique peut-elle sauver l'avenir ? » a été mis en lumière et débattu lors d'une table ronde avec Laurence Ruffin membre du Bureau de la Direction nationale et l'ancien ministre à l'ESS Benoît Hamon.

L'économiste Philippe Dessertine a analysé les grandes transformations de notre temps ainsi que les enjeux de demain lors d'une conférence et des échanges avec les congressistes.

Nolwenn Febvre, infirmière anesthésiste, et Armel Tripon, skipper, ont donné un coup de projecteur sur l'association des P'tits Doudous au service des enfants opérés et des soignants.



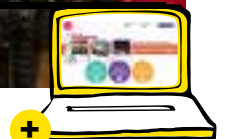
L'événement s'est clôturé par une loterie coopérative.

Témoignages de participants



“ Une ambiance chaleureuse, des personnes souriantes et heureuses d'être ensemble, une chouette occasion de mieux connaître les coopérateurs de son territoire. Ces moments sont rares et précieux. Nous repartons boostés par toutes ces belles rencontres et initiatives.

“ La certitude d'être à ma place dans ce Mouvement, et d'être là où il faut être en ce début de siècle compliqué pour la démocratie.



Retrouvez toutes les photos et vidéos du Congrès sur le site : pourunautre modele desociete.coop

“ Une énergie positive régnait sur le Congrès. Je suis partie remobilisée et plus confiante en l'avenir, convaincue qu'avec le Mouvement coopératif, un autre modèle de société est possible.

Instances politiques



Principaux mandats

**Bureau, Direction nationale
et Conférence des présidents**

Convention nationale

Membres du Bureau de la Direction nationale

Membres de la Direction nationale

Membres des commissions

Membres de la Commission d'arbitrage

Direction des outils financiers

Membres de la Commission de contrôle



Instances politiques

Principaux mandats

En lien avec les pouvoirs publics

CESE (Conseil économique, social et environnemental)

Jacques Landriot
vice-président CESE
(réélu en mars 2022)

CSC (Conseil supérieur de la coopération)

Jacques Landriot
Fatima Bellaredj
Stéphane Montuzet (Scic)
Anne-Claire Pignal (CAE)

CSESS (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire)

Fatima Bellaredj *via Coop FR*,
membre du Bureau *via Coop FR*,
présidente de la Commission
égalité F/H

CNNCEFP (Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle)

Guy Babolat

France Stratégie

Jean-Paul Raillard *via Coop FR*

CNEC (Conseil national de l'économie circulaire)

Franck Maillé *via UDES*

Monde coopératif

Coop FR

Jacques Landriot
Fatima Bellaredj, vice-présidente

CECOP

Jacques Landriot

Crédit Coopératif

Fatima Bellaredj

Esfìn - Esfìn Gestion - Ides

Georges Mandica

Impact coopératif

Jacques Landriot

Sphère ESS

ESS France

Fatima Bellaredj
via Coop FR,
présidente de la Commission
égalité F/H

Udes

Jean-Pierre Azaïs, trésorier
Guy Babolat, CA

Avisé

Aude Justafré

Labo de l'ESS

Fatima Bellaredj
comité de direction

France Active Investissement

Guy Babolat

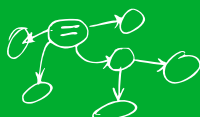
Bureau, Direction nationale et Conférence des présidents

À l'approche du Congrès national de mars 2022, les instances politiques se sont avant tout appliquées à en finaliser les éléments statutaires avec l'intégration des derniers amendements au texte d'orientation et modifications de statuts, la composition des Commissions d'arbitrage et de contrôle à renouveler, et à en construire le programme, notamment sur la validation des temps forts et des ateliers.

Commission Congrès

La Commission Congrès, composée d'élus et permanents de chaque région, s'est réunie pour la dernière fois le 11 janvier 2022 à la CG Scop pour travailler à une synthèse collective des plans d'actions en vue du Congrès national de mars, à partir des éléments transmis par les unions régionales issus des travaux des Congrès régionaux.

À l'issue de cette journée de travail, un plan d'actions du Mouvement a été présenté et débattu en ateliers lors de la Direction nationale du 14 janvier.



Séminaire de la Direction nationale (mai 2022)

Sous l'impulsion de Jacques Landriot, réélu président de la CG Scop lors du Congrès par la Direction nationale élargie à 4 représentants par UR à parité H/F, la nouvelle gouvernance s'est progressivement installée avec la constitution du Bureau et des 6 commissions de travail instaurées pour mettre en œuvre les actions retenues par les Congrès régionaux autour des 4 axes du texte d'orientation.

Les commissions ont ainsi hiérarchisé et dégagé les actions prioritaires qu'elles ont présentées dès la fin de l'année, permettant de définir les moyens budgétaires à consacrer.

En parallèle, les instances sont restées vigilantes sur la santé des adhérents dans une période post crise sanitaire incertaine et ont appuyé les nombreuses actions de communication et de plaidoyer pour défendre un autre modèle de société et son développement.



16

réunions
du Bureau

6

réunions de
la Direction
nationale

10

réunions de la
Conférence des
présidents

Instances politiques

Convention nationale



La Convention nationale annuelle s'est réunie les 4 et 5 juillet au Palais Pharo de Marseille. À cette occasion, 130 administrateurs des unions régionales et des fédérations et 180 permanents du Mouvement présents pour l'Université des permanents, étaient réunis pour la première fois, avec des temps d'échange communs et d'autres séparés.

Cet événement a ainsi permis à chacun de s'approprier les objectifs communs de la nouvelle mandature.

La Convention nationale s'est clôturée par une fresque du climat géante, améliorant encore l'interconnaissance entre élus et permanents des différentes régions.



130
administrateurs des
unions régionales
et des fédérations

180
permanents
du Mouvement



Membres du Bureau de la Direction nationale



Jacques Landriot
Président de la
Confédération
générale des Scop
et des Scic



Laurence Ruffin
Vice présidente
Alma



Bérénice Paquier
Game in lab



**Séverine Saint
Martin**
Fondespierre



Rémi Roux
Vice président
Ethiquable



Alain Maïssa
Trésorier
Sigec



Pierre Thomas
Instep



Amélia Tiscornia
Scoping



Serge Boureau
Secrétaire
Macoretz



Marie-Claire Baron
2R Aménagement



**Isabelle
Wennekers**
Tetraccord



Fatima Bellaredj
Délégue générale
de la Confédération
générale des Scop
et des Scic



Simon Couteau
Ecf-Cerca



Hervé Mareschal
STP Mader



Amélie Rafael
Codir CG Scop



Gérard Cassisi
Codir CG Scop

Instances politiques

Membres de la Direction nationale

Confédération générale des Scop et des Scic

PRÉSIDENTE ET DIRECTION GÉNÉRALE



Jacques Landriot
Président



Fatima Bellaredj
Déléguée générale

MEMBRES DU CODIR

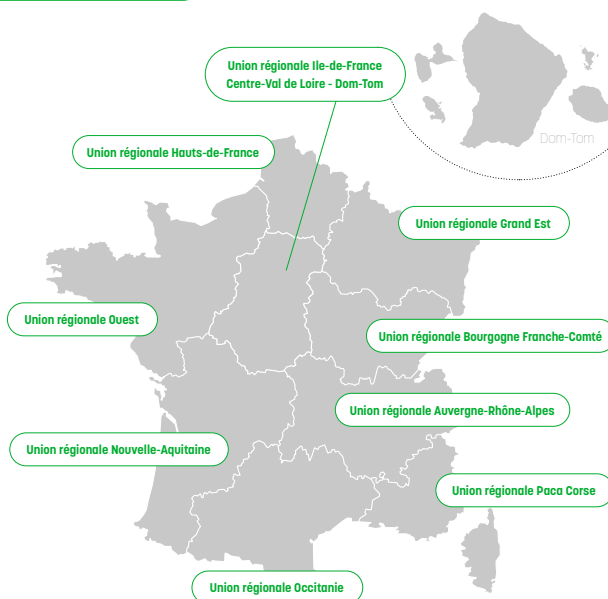


Gérard Cassisi
Délégué Industrie
- Coordination
générale des
activités - Révision
coopérative



Amélie Rafael
Directrice
administrative
et financière

Unions régionales



Union régionale Auvergne-Rhône-Alpes



Cyril Zorman
Président UR Scop
Probesys



Sandrine Barrière
Appuy créateurs



Jérémie Jacquart
Euclid ingénierie



Laurence Ruffin
Alma

Union régionale Bourgogne Franche-Comté



Philippe Caseiro
Président UR Scop
Cadales



Géraldine Aymonier
Groupe coopératif Demain



Brigitte Bari
Pompes Japy



Didier Maillotte
Biocoop La Canopée

Union régionale Grand Est



Hervé Mareschal
Président UR Scop
STP Mader



Françoise Boissière
Re-forme



Jessica Cocozza
Scop'it



Enis Muslic
Quonex Alsatel

Union régionale Hauts-de-France



Pierre Thomas
Président UR Scop
Instep



Claire Lambert
Lilas Autopartage
(Citiz HDF)



Bérénice Paquier
Game in lab



Eric Thoilliez
Crefo

Instances politiques

Union régionale Ile-de-France - Centre-Val de Loire - Dom-Tom



Jean-Marc Morandi
Président UR Scop
Scoping



Frédéric Le Bret
Cetil



Amélia Tiscornia
Scoping



Marie-Geneviève Lentaïne
Société coopérative
électrons solaires

Union régionale Nouvelle-Aquitaine



Bruno Fontan
Co-président
UR Scop
Aquabio



Marie-Pierre Baudry
Atemporelle



Karine Labat-Papin
Coop'alpha



Odile Clément
Présidente
Union Sociale
des Scop et
des Scic
SOPCZ



Simon Couteau
Ecf-Cerca



Stéphane Montuzet
Interstices

Union régionale Occitanie



Rémi Roux
Président UR Scop
Ethiquable



Séverine Saint Martin
Fondespierre



Marie-Claire Baron
2R Aménagement



Laurent Rodrigues
Groupe Pilote

Union régionale Ouest



Serge Boureau
Président UR Scop
Macoretz



Vincent Delacour
Idea Groupe



Anne Lucas
ACOME



Laure Simon
STEPP

Instances politiques

Union régionale Paca - Corse



Franck Maillé
Président UR Scop
Trans Massilia



Alain Maïssa
Sigec



Sophie Radisse
Immaterra



Isabelle Wennekers
Tetraccord

Fédérations de métiers - Membres invités



Charles-Henri Montaut
Président
Fédération des
Scop du BTP
UTB



Invité
Jérôme Mathieu
Président
Fédération
des Scop
de l'industrie
Comebo



Jacques de Heere
Représentant
Fédération des
Scop de l'industrie
ACOME



Bernard Fautrez
Président
Fédération
des Scop de la
communication
Résonance –
Multicité



Cécile Malaterre
Co-présidente
Fédération
des CAE
Suite 126



Baptiste Bétinas
Co-président
Fédération
des CAE
Cabestan

Autres membres invités



Odile Clément
Présidente Union Sociale
des Scop et des Scic
SOPCZ



Georges Mandica
Président du Directoire
de Socoden
Cogeci

Instances politiques

Membres des Commissions

Commission communication interne et externe

Séverine Saint Martin
(Fondespierre)

Sandrine Barrière
(Appuy créateurs)

Marie-Pierre Baudry
(Atemporelle)

Bernard Fautrez
(Resonance)

Franck Maillé
(Trans Massilia)

Enis Muslic
(Quonex)

Cyril Zorman
(Probesys)

Corinne Lefaucheux
(CG Scop)

Commission inter-coopération et solidarité

Marie-Claire Baron
(2R Aménagement)

Françoise Boissière
(Re-forme)

Bernard Fautrez
(Résonance)

Nathalie Jammes
(Fédération des Scop
de la communication)

Alain Maïssa
(Sigec)

Pierre Thomas
(Instep)

Stefan Chirtu
(Web Alternatif)

Sébastien Enault
(Cabestan)

Gérard Cassisi
(CG Scop)

Fabrice Gélén
(CG Scop)

Commission développement

Laurence Ruffin
(Alma)

Hervé Mareschal
(STP Mader)

Amélia Tiscornia
(Scoping)

Jacques De Heere
(ACOME)

Vincent Delacour
(Idea groupe)

Laurent Rodrigues
(Groupe Pilote)

Karine Labat-Papin
(Coop'alpha)

Cécile Malaterre
(Suite 126)

Stéphane Montuzet
(Interstices)

Aude Justtrafré
(CG Scop)

Commission plaidoyer

Jacques Landriot
(CG Scop)

Jean-Marc Morandi
(Scoping)

Maximilien Mézard
(Fédération des Scop du BTP)

Charles-Henri Montaut
(UTB)

Cyrille Rocher
(UR Occitanie Pyrénées)

Meryem Yilmaz
(UR Aura)

Guy Babolat
(UR Aura)

Fatima Bellaredj
(CG Scop)

Commission transition écologique

Rémi Roux
(Ethiquable)

Isabelle Wennekers
(Tetraccord)

Brigitte Bari
(Pompes Japy)

Jessica Cocozza
(Scop'it)

Jérémy Jacquart
(Euclid Ingénierie)

Claire Lambert
(Lilas Autopartage)

Jérôme Mathieu
(Comebo)

Didier Maillotte
(Biocoop La Canopée)

Sophie Radisse
(Immaterra)

Laure Simon
(STEPP)

Jean-Marc Florin
(UR Hauts-de-France)

Pierre Jovignot
(UR Ile-de-France, Centre-Val de Loire,
DROM COM)

Thierry Perrin
(CG Scop)

Commission vie coopérative, formation et transition sociale

Serge Boureau
(Macoretz)

Bérénice Paquier
(Play in lab)

Géraldine Aymonier
(Groupe coopératif Demain)

Baptiste Bétinas
(Cabestan)

Odile Clément
(SOPCZ)

Simon Couteau
(Ecf-Cerca)

Pierre Thomas
(Instep)

Anne Lucas
(ACOME)

Anne-Claire Pignal
(Fédération des CAE)

Pierre Auriau
(UR Occitanie Méditerranée)

Xavier Gasquet
(UR Limousin)

Loïc Julien
(UR Ouest)

Isabelle Amauger
(CG Scop)

Laurence Brien
(CG Scop)

Instances politiques

Membres de la Commission d'arbitrage

Président

Jean-Pierre Azaïs
Orque, Aquitaine

Marie-France Deveau Delnesse
ECF, Poitou-Charentes

Jean-François Uhl
Procabat, Rhône-Alpes

Patrick Lenancker
Arpège, Hauts-de-France

Michel Straumann
Fonderie de la Bruche, Grand Est

Rozenn Galudineau-Peltier
Idea Groupe, Ouest

Karine Labat-Papin
CAE Coop'Alpha, Aquitaine

Serge Boureau
Macoretz, Ouest

David Hiez
Enercoop, ICD

Caroline Mourgues
Interpretis, Occitanie Pyrénées

Elizaveta Tukhsanova
Up, ICD

Directoire de Sofiscop

Président

Rija Rakotoarivony
Groupe Up, Ile-de-France,
Centre-Val de Loire, DROM-COM

Jean-Pierre Ducol
Regain, Poitou-Charentes

Camille Dorival
Alternatives Économiques,
Bourgogne Franche-Comté

Stéphanie Raymond
UR Scop Paca

Stéphane Tronchon
UR Scop Aura

Vincent Delacour
UR Ouest, à la fonction de censeur

Direction des outils financiers

Directoire de Socoden

Président

Georges Mandica
Cageci, Auvergne-Rhône-Alpes

Bruno Derooin, UTB
Ile-de-France, Centre-Val de Loire,
DROM-COM

Marie-Josée Daubigeon
Coop'alpha, Aquitaine

Laurent Rodrigues
Groupe Pilote, Occitanie

Anne Fall, Les Petits d'Homme
Ile-de-France, Centre-Val de Loire,
DROM-COM

Conseil d'administration de Scopinvest

Président

Jean-Pierre Ducol
Regain, Poitou-Charentes

Georges Mandica
Auvergne-Rhône-Alpes
Représentant de Socoden

Alain Maïssa
Paca Corse,
Membre du Bureau de la DN,
trésorier en charge des ressources
et des outils financiers
Représentant de la CG Scop

Thierry Lopez
représentant d'ESFIN Participations

Alexis Fuzier
représentant d'ESFIN

Pierre Rispoli
représentant de l'IDES

Conseil de surveillance de Socoden

Président

Alain Maïssa
Sigec, Paca Corse

Conseil de surveillance de Sofiscop

Président

Guy Babolat
Veyret Techniques Découpe
Auvergne-Rhône-Alpes

Membres de la Commission de contrôle

Président

Michel Bellet
ACOME, Ile-de-France,
Centre-Val de Loire, Drom-Com

Maurice Stellati
CNE, Aura

Luc Houlbracq
Les Maçons Parisiens,
Ile-de-France, Centre-Val de Loire,
DOM TOM

Karine Cloarec
Empreinte Digitale, Ouest

Marion Edern
Syndex, Ile-de-France,
Centre-Val de Loire, DOM TOM

Comité d'ingénierie et mentorat

Alain Maïssa
trésorier de la CG Scop

Régis Tillay
ancien directeur d'UR

Willy Patsouris
ancien directeur d'UR

Commissions



Communication

Développement

DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION SOCIALE

DÉVELOPPEMENT DES SCIC

FÉDÉRATION DES SCOP ET DES SCIC DE L'INDUSTRIE

EUROPE

PROGRAMME OUTRE-MER

Intercoopération & solidarité

Outils financiers

Plaidoyer

Transition écologique

Vie coopérative, formation, transition sociale



Communication

CAMPAGNES COM ET NOTORIÉTÉ

Baromètre OpinionWay

La CG Scop a interrogé pour la 2^e fois, avec OpinionWay, 1 006 salariés et 500 dirigeants d'entreprises françaises, afin de faire la lumière sur leurs attentes et besoins dans le contexte des élections présidentielles.

Les salariés et dirigeants veulent voir se solidifier le développement des sociétés coopératives, avec une part de « très favorable » qui augmente auprès des salariés. 90 % (+3 points par rapport à 2020) des salariés sont favorables au développement des coopératives, contre 74 % (résultat égal à 2020) des dirigeants.

On note que l'intérêt pour les coopératives augmente considérablement, puisque 79 % des salariés aimeraient un jour travailler au sein d'une coopérative, voire même en créer une peut-être ; 15 % l'envisagent vraiment et 33 % y réfléchissent (+ 6 points par rapport à 2020).

Côté dirigeants, ils sont 6 % à vraiment se poser la question de transformer leur entreprise en Scop un jour, et 27 % le voient comme une opportunité future.



Campagne publicitaire

La CG Scop a lancé une campagne de communication d'envergure en amont et pendant le Congrès national de Rennes et dans le contexte des présidentielles, avec en premier lieu un spot TV intitulé « Chez soi » qui a été diffusé du 14 mars au 3 avril sur BFMTV et LCI et ensuite une campagne print et digitale, avec une tonalité « poil-à-gratter » qui interpellait les candidats à l'élection présidentielle sur le modèle coopératif et des rebonds en termes d'actualité.



+ 8 points de notoriété auprès des personnes actuellement salariées en entreprise par rapport à 2020

13,5 M de contacts en TV sur la campagne 2022

6,8 M d'impression de vidéos avec 142 800 vidéos vues en moyenne chaque jour pendant la campagne 2022

Sur le digital : + 319 % de l'objectif de clics générés et un taux de visibilité de 88 % (vs 65 % prévus) sur la campagne 2022

Campagne transmission

Dans la lignée des actions de communication en 2019, la CG Scop a reconduit en fin d'année 2022 une campagne d'emails sur la transmission d'entreprise aux salariés auprès de 10 500 experts-comptables, en complément d'achat de mots-clés sur Google, afin d'orienter d'éventuels projets vers le site [Jetransmetsamesalaries.fr](https://www.jetransmetsamesalaries.fr).

RELATIONS PRESSE



La CG Scop a communiqué principalement sur les sujets suivants en 2022 : plaidoyer présidentielles, investissement des outils financiers dans la coopérative Mobicoop, bilan de la mandature 2017-2021, résultats du baromètre OpinionWay, semaine de la qualité de vie au travail, partage de la valeur en entreprise, crise de l'énergie, 20 ans des Scic, Route du Rhum...

Parmi les dernières retombées notables : la tribune parue dans le *Huffington Post* le 21 novembre « L'entreprise de demain existe... c'est une Scop ! ».



Salon des maires et des collectivités locales



PARTENARIATS & ÉVÉNEMENTIEL



Salon des maires et des collectivités locales

Afin de valoriser les modèles des Scop et Scic auprès des pouvoirs publics et des acteurs des territoires, la CG Scop a signé pour la 2^e année consécutive une convention de partenariat avec le Salon des maires et des collectivités qui avait lieu à Paris du 22 au 24 novembre.

Un espace collectif « Place des sociétés coopératives » a été organisé dans le secteur « Développement & attractivités territoriales », avec une offre de présence collective accessible à des tarifs privilégiés. Ainsi, la CG Scop a partagé l'espace collectif avec les coopératives SavoirPlus, Compost In situ et Datarchiv. Par ailleurs, une conférence sur le thème « Modèles coopératifs au cœur de la transition écologique dans les territoires » a été également organisée avec comme intervenants : Julien Pauchet, président de Compost In situ, Sophie Graziani-Roth, chargée de communication chez Oc'Consigne et Marie-Geneviève Lentaigne, au nom de la Commission transition écologique de la CG Scop.

Soirée débat autour du film « Reprise en main »

La CG Scop a organisé, en partenariat avec l'Union régionale Ile-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom, une soirée débat autour du film « Reprise en main » réalisé par Gilles Perret, le 30 novembre au Club de l'Étoile cinéma à Paris.



Après une projection du film, plus de 70 participants ont pu échanger et débattre avec Laurence Ruffin, vice-présidente de la CG Scop et PDG de la Scop Alma, Vincent Deniard, acteur dans le film ainsi qu'avec Dany Lang, maître de conférence à Sorbonne Paris Nord et membre fondateur des Economistes Atterrés.

Partenariat avec la Fondation Maison de Salins



Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Maison de Salins, les archives historiques de la CG Scop (plaquettes, annuaires, ouvrages...) ont été en partie numérisées et sont désormais mises à disposition publique sur le portail de la Fondation pour faciliter leur usage tant pour une meilleure connaissance du passé que pour appréhender les enjeux d'avenir du Mouvement Scop.

RÉSEAUX SOCIAUX



Twitter
14 536 abonnés
+ 2 %



LinkedIn
14 144 abonnés
+ 26 %



Youtube
1 581 abonnés
+ 13,7 %



Facebook
10 577 abonnés
+ 4 %



Instagram
1 429 abonnés
+ 20 %

Premières pistes de travail de la Commission communication

⇒ Poursuivre nos efforts de communication et plaidoyer

- > Campagne publicitaire : continuer d'infiltrer le capitalisme au niveau macro, tout en infiltrant l'entrepreneuriat
- > Créer une marque employeur du Mouvement
- > Amplifier notre présence sur les réseaux sociaux

⇒ S'appuyer sur les Scop ambassades

- > Réactualiser le carnet d'ambassadeur édité en 2018

⇒ Favoriser la prescription du modèle coopératif

En termes de transmission d'entreprise

⇒ Élaborer une stratégie de communication interne

Un poste de chargée de communication interne a été créé pour renforcer le Service communication.

DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION SOCIALE



La **mission nationale dédiée au développement et à l'innovation sociale au sein du Mouvement** a permis de mettre en lumière les attendus en termes de :

- Coordination des enjeux de filières stratégiques, pourvoyeuses d'emplois ou émergentes et répondant à la fois à des enjeux sociétaux et de transformations sectorielles,
- Mutualisation des outils et des pratiques en matière de développement,
- Montée en compétences collective du Mouvement sur les axes forts que sont la transmission d'entreprise saine et la transformation d'association.

Pour rappel, ce sont presque 70 % des effectifs créés sur cinq ans qui ont été générés au sein de coopératives issues d'une **transmission d'entreprise ou d'une transformation d'association (croissance endogène comprise)**.

Filières



L'année 2022 a vu par exemple le lancement du groupe de travail national sur le **secteur du BTP** avec une volonté forte pour que les équipes des unions régionales et les permanents rattachés aux fédérations régionales des coopératives du BTP se mobilisent conjointement sur l'identification des opportunités de transmissions d'entreprises saines et leur accompagnement, en s'appuyant sur les forces et les compétences des deux organisations. Ces échanges sont aussi l'occasion de diffuser les bonnes pratiques et de permettre une dynamique collective d'engagement sur les objectifs sectoriels : 15 000 emplois dans le BTP en 2026.



La relance de la **Fédération de l'Industrie** permettra également de mettre en place un plan d'actions dédié aux enjeux du secteur sur la mandature. Il s'agira de poursuivre le développement de l'accompagnement des coopératives existantes, d'accroître la montée en compétences sur la reprise d'entreprises en difficulté.



La poursuite d'une mutualisation des problématiques d'accompagnement par les délégués régionaux mobilisés sur des **projets agricoles** permettent de mieux cerner les blocages et les opportunités du secteur, en parallèle d'un rapprochement avec les organisations représentatives du secteur au niveau national et des régions fortement intéressées par le statut Scic.



Sous des formes encore multiples, la **filère alimentaire**, du champ à l'assiette, continue de croître au sein du Mouvement. Cela a conduit à relancer les relations avec l'enseigne Biocoop afin d'apporter de la fluidité aux transmissions et les transformations de magasins en Scop. Elles représentent aujourd'hui 11 % du nombre des points de vente.



Le **handicap et l'insertion ainsi que la santé** sont aussi des espaces sur lesquels une volonté d'engagement au niveau national est remontée des régions. Un travail sur les notions de filières a été initié pour permettre également aux coopératives de mieux s'identifier sur leurs activités, faciliter une compréhension plus transversale et mieux cibler l'action nationale sur les différents réseaux concernés au bénéfice des régions.



Le **numérique et les plateformes coopératives** bénéficient d'un réel dynamisme au sein du Mouvement qui souhaite accompagner le développement de ces filières porteuses et génératrices d'innovation sociale.

En septembre, la CG Scop a récompensé Osuny et son projet « Noesya » par le prix « Coup de cœur de la coopération » lors du forum « Plateformes en commun » organisé par la Coop des communs.



Les membres de la Commission développement, représentatifs de la diversité des régions, des enjeux sectoriels et des formes coopératives (CAE, statuts Scop et Scic) ont confirmé les priorités identifiées en 2021 et ont voulu affirmer la volonté du Mouvement d'atteindre le CAP 100 000 sur la mandature 2022-2026.

mandature
2022-2026 :
CAP 100 000



Un travail a été réalisé par les directions régionales et leurs conseils d'administration afin de décliner ces chiffres au niveau de leur territoire et donner une visibilité sur les stratégies régionales de développement. Ces éléments permettront un bon alignement des moyens mobilisés sur la formation et également une meilleure affectation des ressources au bénéfice des régions.

DÉVELOPPEMENT DES SCIC

Après un report d'un an dû à la crise sanitaire, la CG Scop a réuni le 13 octobre 2022 plus de 180 participants lors de l'Agora des Scic organisée au Conseil économique, social et environnemental (CESE), pour fêter les 20 ans de ce statut.



Outre des cartes blanches de partenaires et des témoignages de Scic, **trois tables rondes** ont eu lieu autour des thèmes :
« Citoyen dans l'entreprise : acteur dans la cité »,
« Le territoire au cœur de la Scic, la Scic au cœur des territoires »
et « 20 ans – De nouvelles perspectives ».



Pour cette occasion, une nouvelle vidéo a été réalisée sur la filière alimentaire locale et durable, à travers les portraits de Grap et Terres de Sources, ainsi que des capsules vidéo de plusieurs intervenants sur le thème « Scic, un modèle d'avenir ? » enregistrées à l'issue de l'événement conclu par **Marlène Schiappa**, secrétaire d'Etat à l'ESS et à la Vie associative.



Les Scic sont un modèle d'avenir, elles le démontrent par l'intérêt grandissant des politiques publiques pour répondre aux attentes des citoyens face aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain. En cela, la CG Scop appelle à une véritable politique publique d'investissement dans l'économie sociale et solidaire et en particulier pour les Scop et Scic au service de l'innovation sociale. Nous allons poursuivre le développement du modèle Scic en portant le projet de proposition de loi déposé en mai. Il lève les freins au développement des Scic par la sécurisation du statut des dirigeants, le renforcement de la place des salariés dans la gouvernance, et l'amélioration des conditions de financement des Scic. Ces avancées concrètes amèneront sans aucun doute à doubler à nouveau les Scic dans les cinq prochaines années.

Fatima Bellaredj, déléguée générale de la Confédération générale des Scop et des Scic

Depuis 2016, les Scic confirment leur tendance à l'exponentielle avec :



De fin 2017 à fin 2022 :

+ 76 % d'entreprises créées en cinq ans
+ 98 % d'effectifs
14 287 salariés

À titre de comparaison, le taux de pérennité à cinq ans de l'ensemble des entreprises françaises est de 61 %, contre **80 % dans les Scic**.

FÉDÉRATION DES SCOP ET DES SCIC DE L'INDUSTRIE

Appui individualisé aux adhérents

Il s'est poursuivi tout au long de l'année afin d'accompagner les Scop de l'industrie, sur des problématiques industrielles, organisationnelles, et stratégiques.

Cet accompagnement a également concerné les porteurs de projets (transmission saine, à la barre du tribunal...) pour consultation et validation.



Newsletter

La newsletter digitale a trouvé sa vitesse de croisière, par sa parution mensuelle.



Elle comprend :

- un **baromètre sectoriel** pour suivre les tendances de l'industrie en général et rendre compte des activités des Scop de l'industrie en particulier ;
- des **actualités en bref** sur les coopératives adhérentes, avec un accent sur les succès, les innovations produits ou process ;
- des **ressources "presse"** en images ou en vidéos ;
- un **portrait Scop** dédié à une coopérative de l'industrie ;
- pour finir, une **bourse des besoins** pour relayer offres d'emploi, ventes...

Nouveau projet 2022-2026



En préparation de son projet 2022-2026, la Fédération a organisé des **ateliers d'intelligence collective** pour échanger autour des défis écologiques à relever. Du 12 mai au 9 juin 2022, ces ateliers ont permis aux adhérents de prendre la parole pour témoigner, faire part de leurs idées comme de leurs difficultés, de leurs solutions comme de leurs doutes.

La Fédération a souhaité que ses adhérents s'emparent réellement du sujet pour convenir ensemble d'une feuille de route pour la nouvelle mandature. Quatre ateliers, des témoignages et un outil de contribution (speedboat) ont permis des échanges riches, résolument tournés vers l'avenir et porteurs d'initiatives à mettre en place.



Développement



C'est à 92,86 % que le projet 2022-2026, centré sur la transition écologique, a été approuvé par les votants :



- 1 Faire de la Fédération une ressource-clé de la transition écologique pour ses adhérents
- 2 Stimuler et encourager la transformation écologique
- 3 Engager une réflexion collective et continue sur la transition écologique
- 4 Coopérer pour la transition écologique
- 5 Mettre en place des outils de diagnostic et de suivi de la transition écologique



En novembre 2022, deux rendez-vous ont été organisés pour les adhérents en partenariat avec Enercoop.



Ce projet fédérateur est désormais porté par une équipe de pilotage de 15 membres nouvellement élus.

 Jacques DE HEERE <small>ACOME Automobile/Télécom</small>	 Joël BRY <small>AEREM Aéronautique</small>	 Karine MAHE <small>APROBOIS Matériaux de construction</small>	 Mickaël HOLOWATENKO <small>CITBA Gaz/pétrole</small>	 Jérôme MATHIEU <small>COMBO INDUSTRIES Machinisme agricole</small>
 Patrick CHARRONDIÈRE <small>DESSICA Équipement industriel</small>	 Muriel DECOUT <small>ÉTHIOUABLE Chocolat, café, thé...</small>	 Roland ARNAUD <small>Fontanille SCOP Santé/habillage</small>	 Étienne LE GOFF <small>GEXPLORE Exploration minière</small>	 Fabien TESSIER <small>MAILLE CRÉATION Habillage</small>
 Analito GOMES <small>MAURER TEMPÉ ALSACE Charcuterie</small>	 Benjamin BOREL <small>PAIN ET PARTAGE Boulangerie</small>	 Bruno ABANE <small>SEFI Aéronautique</small>	 Marc BONNEAU <small>SICOB Matériaux de construction</small>	 Magali FOUASSON <small>TCMI Nucléaire</small>

EUROPE



Depuis 2019, le Fonds européen d'investissement (FEI) garantit à 80 % (90 % en période Covid) les prêts de la holding financière de la CG Scop, Socoden-FEC.

Cette garantie a permis à Socoden de réduire ses taux d'intérêts en 2020, de devenir compétitif et donc d'augmenter son activité vers les coopératives. Cette garantie fonctionne bien et a permis de compenser à plus de 80 % les pertes occasionnées par la liquidation de 7 coopératives en 2022.

L'enveloppe de garanties accordées par le FEI est pratiquement entièrement consommée fin 2022 avec un an d'avance sur les prévisions. Socoden a fait une nouvelle demande pour bénéficier de la future garantie de la Commission Européenne InvestEU.

De plus, afin de maintenir la capacité de prêts participatifs, le FEI a versé la première tranche du prêt de 10 M€ accordé en fin 2021 en juillet 2022.

PROGRAMME OUTRE-MER



2022 a été l'année de la consolidation du Programme Outre-mer sur les territoires de l'Océan Indien et de l'Océan Atlantique. Le Mouvement y a gagné en visibilité et les projets coopératifs passent de plus en plus par le Programme, comme en témoigne le nombre important de conventions signées.

La montée en charge des demandes d'accompagnement, de formation et d'animation sur un périmètre plus grand a justifié un soutien du ministère des Outre-mer mis en œuvre en fin d'année, à travers le recrutement de deux nouveaux salariés : un délégué orienté finance-gestion et une chargée de communication en alternance.

L'implication des adhérents ultramarins dans le Mouvement



2022 a donné plusieurs occasions aux adhérents ultramarins de représenter leurs territoires au sein du Mouvement :

- délégation de 13 personnes au Congrès de Rennes
- participation des 4 administrateurs ultramarins à 4 comités de pilotage du Programme Outre-mer et au conseil d'administration de l'UR Ile-de-France Centre-Val de Loire DROM-COM.



Délégation des adhérents ultramarins au Congrès de Rennes

La prospection des autres territoires ultra-marins

Des missions de reconnaissance dans les territoires de Mayotte et de l'Atlantique (Antilles Guyane) ont été rendues possibles grâce au soutien financier des préfectures et du secrétariat d'état à l'ESS pour un budget total de 32 K€. Des pistes de développement privilégiées émergent comme la transformation d'association, les CAE, certains secteurs clés comme les services à la personne, l'agriculture et l'environnement...

Les travaux de l'assemblée de Polynésie française pour adopter les lois coopératives leur permettant la création de Scop et de Scic sont en bonne voie. 2023 verra peut-être l'extension du Programme Outre-mer à l'Océan Pacifique.

L'accompagnement des porteurs de projets

L'information aux porteurs de projets et aux partenaires s'est fait à travers des informations personnalisées (rendez-vous, visio, téléphone), des webinaires réalisés par l'UR ICD ou le Programme Outre-mer, souvent en partenariat avec les CRESS, ainsi que lors de réunions présentiels organisées pendant les missions de reconnaissance.

L'année 2022 a permis de sensibiliser aux formes coopératives près de 200 personnes. La Guadeloupe arrive en tête grâce notamment à l'implication de la CRESS des îles de Guadeloupe, suivi de la Martinique (via la DEETS) et de la Réunion. Pour une première mission à Mayotte, les relais avec la DEETS et la CRESS ont aussi bien fonctionné.

Mission de reconnaissance en Guadeloupe



L'année 2022 concrétise le démarchage de 2021 avec 7 nouvelles conventions d'accompagnement signées qui viennent s'ajouter aux 5 en cours pour un total de 12 conventions, 6 nouvelles sociétés coopératives, dont 4 issues de projets datant d'avant le Programme Outre-mer et 2 créées par le POM (Réunion et Guyane), ainsi que 8 nouvelles adhésions principalement à la Réunion, avec notamment la SCOPSIR et ses 238 salariés.

12
conventions
d'accompagnement

8
nouvelles
adhésions

Le suivi des coopératives adhérentes



Sur les 33 coopératives adhérentes suivies, 25 ont bénéficié d'un suivi significatif à distance ou en présentiel en 2022 : appuis à des situations de crise (économique, financière, RH, gouvernance), à l'organisation et la gestion, à la gouvernance (dont transition dirigeant), montage financier...

La formation



Une formation intra « Associé en CAE » d'une demi-journée a été menée en Martinique chez la CAE EDEA.

Une formation inter « Gouvernance d'une Scic » d'une journée a été menée en Guyane avec les Scic CAE Sud Guyane et Kwala Faya.

L'animation réseau

Trois rencontres ont été organisées à la Réunion dont un pique-nique des coopérateurs. Les sujets tels que la participation, l'expertise-comptable dans les coopératives et une intervention du partenaire France Active ont été abordés.

Trois webinaires ont été organisés en soirée afin de permettre aux adhérents des Antilles et de Guyane de participer. Au programme : la préparation des AG, la liste ministère, Coopadev et les actualités du Programme Outre-mer.



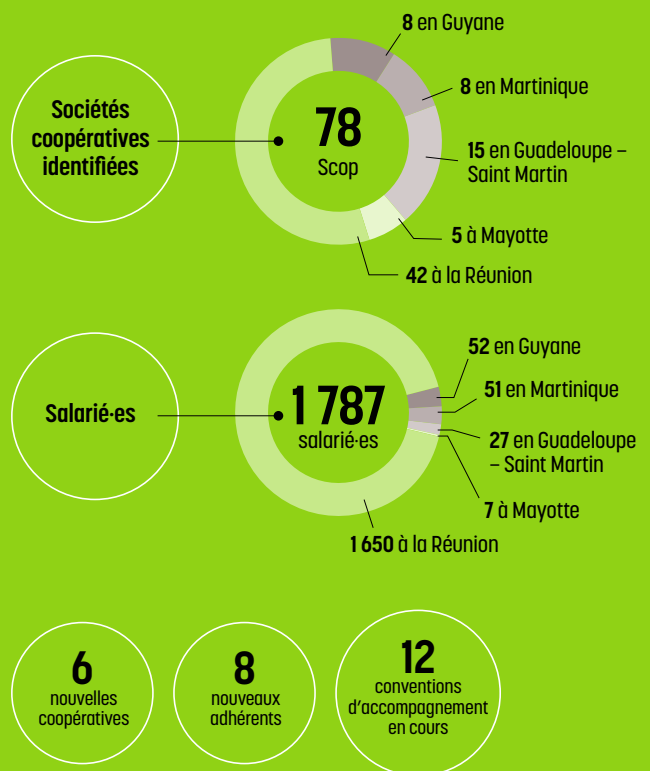
La communication

Le Programme Outre-mer a participé au Mois de l'ESS à la Réunion et en Guadeloupe en présentiel et à Mayotte sous format webinaire. En Guadeloupe, un événement a été consacré à l'implication du Mouvement Scop et Scic dans la Route du Rhum avec les P'tits Doudous et un webinaire dédié aux Scop de l'industrie a été animé conjointement avec la Fédération des Scop de l'industrie.

Un dossier spécial coopératives ultramarines a été réalisé dans le numéro de décembre du magazine *Participer*, avec plusieurs témoignages provenant des différents territoires et du ministère des Outre-mer.

Le Programme Outre-mer a été invité à participer à une table ronde sur le financement et l'accompagnement des start-up et des petites entreprises à l'île Maurice, pour l'édition 2022 du Forum économique Cap Business OI organisé par l'association des CCI de l'Océan Indien.

LE PROGRAMME OUTRE-MER EN CHIFFRES





Intercoopération & solidarité



Soutien de l'association Les P'tits Doudous

La Confédération générale des Scop et des Scic a marqué son soutien en 2022 à l'association Les P'tits Doudous, qui œuvre depuis 2010 au profit des enfants opérés et des soignants, en tant que sponsor principal du bateau Les P'tits Doudous piloté par le skipper Armel Tripon pendant la Route du Rhum 2022 – Destination Guadeloupe.

Le Mouvement Scop et les P'tits Doudous rassemblés autour d'un engagement collectif et d'un projet humain fort partagent les mêmes valeurs et convictions :

- **la force du local** : chaque territoire a son association Les P'tits Doudous, à l'instar des Scop et des Scic qui sont par définition des entreprises ancrées dans leurs territoires.
- **la solidarité** : l'association participe à l'amélioration du parcours de santé des enfants et de leurs parents et veille à la qualité de vie au travail des soignants.
- **la transition écologique** avec le recyclage des déchets des blocs opératoires.

Au sein du Mouvement, chacun a pu participer à hauteur de ses moyens, au travers des packs de doudous édition spéciale Scop ou bien de packs partenaires sur mesure.



“

Nous avons eu envie de soutenir Les P'tits Doudous parce que leurs actions concernent les enfants et que leur mode de fonctionnement repose sur le recyclage et l'économie circulaire.

Le projet a été présenté à l'ensemble des Scop et des Scic à l'occasion du Congrès national qui s'est tenu à Rennes au mois de mars 2022, et l'adhésion a été totale.

Jacques Landriot

Mobilisation du Mouvement pour sauver les emplois de Scopelec



Scopelec, spécialisé dans le déploiement de réseaux télécoms, est mise en difficulté en juillet 2021 par la perte d'une grande partie de ses marchés avec Orange. La plus grande Scop en nombre

de salariés dans l'hexagone (4 000 salariés) est placée en redressement judiciaire le 3 septembre 2022.

Un plan de continuation n'étant pas possible, le nouveau président du Directoire, avec l'accompagnement de l'Union régionale d'Occitanie Pyrénées et le soutien de la Confédération générale des Scop et des Scic ont imaginé un projet alternatif : créer une nouvelle Scop avec 1 450 salariés et 200 millions d'euros de chiffres d'affaires.

Ce projet d'envergure a été mis en place avec la participation des salariés au capital, l'investissement des outils financiers du Mouvement et un appel aux Scop et aux Scic afin qu'elles puissent participer à ce formidable élan de solidarité, unique en son genre, via une émission de titres participatifs. Malheureusement le projet de reprise en Scop n'a pas pu voir le jour suite à la décision du tribunal de commerce de Lyon du 28 décembre.



Premières pistes de travail de la Commission intercoopération & solidarité

⇒ Solidarité

Promotion de l'Union Sociale des Scop et des Scic

L'Union Sociale réfléchit à faire évoluer ses prestations mais aussi sa communication au regard du taux d'adhésion inférieur à 50 %.

Rencontre à venir avec l'Icosi

L'Institut de la coopération internationale soutient en France et à l'international les valeurs et les structures de l'économie sociale et solidaire.

⇒ Intercoopération / mutualisation

Étude du projet de « Market Place » initié lors de la précédente mandature

Le modèle économique de ce projet de site vitrine qui doit permettre aux adhérents de trouver un produit, un service au sein des coopératives, doit être approfondi.

Organisation en 2024 d'un salon avec les Scop et les Scic sur « Les métiers de la transition écologique »

Un groupe de travail regroupant la Commission intercoopération & solidarité et la Commission transition écologique travaillent sur un cahier des charges qui permettra de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour ce temps d'échange et de rencontre entre coopératives.

Activité en très forte hausse



L'accompagnement financier des coopératives a triplé en 2022 dans le but de soutenir les coopératives après la crise du Covid.

- Prêts participatifs : 15,96 M€ versés en 2022 contre 6,4 M€ en 2021. Cette augmentation est principalement due au succès des PPRES dont le total des versements atteint 8,16 M€ en 2022.
- Titres participatifs : 1,34 M€ versé en 2022 contre 879 K€ en 2021
- Garantie des prêts bancaires : 17,98 M€ de prêts garantis en 2022 contre 16,5 M€ en 2021

PPRES (Prêt participatif de relance, d'entraide et solidaire)

Ce prêt participatif créé en 2021 s'adresse aux coopératives de plus de 3 ans, qui ont un plan de développement. Le PPRES vise ainsi à apporter un **financement de long terme**, assimilable à des quasi-fonds propres, ce qui permet de financer au mieux la relance post-Covid.

Ce nouveau prêt, sur le modèle des PPR des banques, est d'une durée de 8 ans (4 ans de franchise de capital suivi par 4 ans de remboursement) au taux de 3 %. Le montant du prêt peut aller jusqu'à 20 % du chiffre d'affaires ou 100 % de la masse salariale, avec un minimum de 20 K€ et un maximum de 1 M€. Ce prêt est mobilisable jusqu'au 30 juin 2023.

Socoden, entreprise à mission



Socoden a formalisé dans ses statuts des objectifs et engagements afin de devenir une entreprise à mission :

- Soutenir la création, le maintien et le développement d'activités et d'emplois sur les territoires
- Renforcer la participation des salariés et des parties prenantes au sociétariat et à la gouvernance des entreprises
- Explorer et mettre en place, avec ses partenaires, des solutions innovantes de financement au service d'une économie durable
- Contribuer, par ses interventions, aux Objectifs de développement durable définis par l'ONU

Une série d'indicateurs ont été définis afin de mesurer que la mission est réellement effectuée. La pertinence et la qualité des indicateurs seront validées par un organisme externe et fera l'objet d'une diffusion générale aux coopératives et sur le site de la CG Scop.



Origine des fonds de Socoden

Fin août 2022, les ressources financières de Socoden pour les prêts à venir ont pour origine :

- Les obligations sociales souscrites par les coopératives et les UR pour 4 M€
- Le prêt de la NEF pour 4 M€
- La 1^{re} tranche du prêt de la Banque européenne d'investissement pour 4 M€

Campagne de communication

En 2022, les outils financiers, conformément aux objectifs stratégiques définis en 2019, ont lancé une campagne de communication à destination des coopératives.



Elle s'est concrétisée par une nouvelle plaquette commerciale, des annonces publicitaires dans le magazine *Participer*, une vidéo promotionnelle, un site commercial, un stand au Congrès national de Rennes et la distribution de goodies.





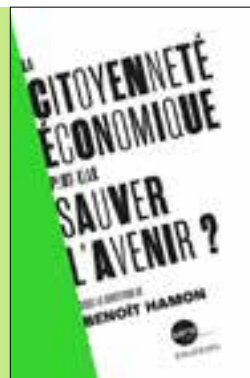
Plaidoyer

Plaidoyers présidentielles & législatives



Parce que les sociétés coopératives apportent des réponses aux grandes transitions économiques, sociales et sociétales dont la France doit se saisir pour renouer avec un développement équilibré, responsable et résilient, la CG Scop a interpellé les candidats aux présidentielles et aux législatives avec 4 propositions :

- Encourager la solution des « salariés » pour la reprise d'entreprise
- La solution coopérative en réponse aux enjeux sociétaux et environnementaux
- Développer le travail autonome avec l'alternative sécurisée des CAE
- Doper l'entrepreneuriat d'intérêt collectif avec les Scic



Publication « La citoyenneté économique peut-elle sauver l'avenir ? »

Une conférence de presse a été organisée par la CG Scop le 16 février dans les locaux du Cédias à Paris à l'occasion de la parution de l'ouvrage collectif « La citoyenneté économique peut-elle sauver l'avenir ? », aux éditions des Équateurs,

dirigé par Benoît Hamon, ancien ministre de l'Économie sociale et solidaire et actuel directeur général de l'ONG Singa.

Cet ouvrage plaide pour une amélioration de la démocratie et de la citoyenneté à l'intérieur de toutes les entreprises, pour que l'ensemble de la vie sociale en bénéficie. Pour les auteurs de l'ouvrage, il est impératif qu'à l'image des Scop et des Scic, l'ensemble des entreprises mettent plus de démocratie dans leurs pratiques et leurs intentions. Cela doit même devenir un objectif d'intérêt général au service de la transition écologique et sociale.

C'est ce qu'expriment les différents contributeurs, qu'ils soient acteurs coopératifs (Fatima Bellaredj, Laurence Ruffin, Jacques Landriot), chercheurs (Blanche Segrestin, Armand Hatchuel, Kevin Levillain), sociologues (Isabelle Ferreras, Dominique Méda, Patrick Viveret), syndicalistes (Laurent Berger) ou chefs d'entreprises (Eva Sadoun, Pascal Demurger, Jérôme Saddier).

PPL Scic

Un projet de proposition de loi relatif aux Scic a été élaboré au 2^e semestre 2021 par la CG Scop à l'issue d'un processus participatif, intégrant des délégués, Scic adhérentes et parties prenantes externes. Ce projet reprenait des propositions du rapport IGAS/IGF issues elles-mêmes de propositions de la CG Scop.

Il a été transmis à plusieurs parlementaires lors de l'ancienne législature, dont la députée Anne-Laurence Petel qui a déposé en mai 2022 une proposition de loi reprenant quasiment toutes les propositions de la CG Scop.



Ce texte prévoit notamment :

- D'instaurer une obligation déclarative pour les Scic
- D'inscrire la définition de la notion de l'utilité sociale dans la loi de 1947
- De renforcer la place du salarié dans les Scic : sécurisation de l'obligation de candidature des salariés au sociétariat de la Scic sur le modèle des Scop avec obligation de souscription que d'une seule part
- De revoir le statut du dirigeant de Scic pour l'aligner sur celui des dirigeants de Scop
- De permettre l'accès aux services civiques pour les Scic titulaires de l'agrément ESUS
- De permettre le recours aux titres participatifs pour les Scic SAS

PLF 2023

La CG Scop a été auditionnée par Mme Sophia Chikirou, députée de Paris, le 23 septembre 2022, en sa qualité de rapporteure de la Commission des affaires économiques chargée de l'avis budgétaire consacré à l'« économie sociale et solidaire ».

Cette audition a été conjointe avec les représentants des Licoornes, les 9 Scic qui se sont associées pour répondre aux enjeux de transition.



Cela a été l'occasion pour la CG Scop d'échanger avec la rapporteure autour de 3 axes :

- Sur le changement de modèle à impulser dans un contexte d'urgence écologique, l'idée étant de porter l'ESS, et en particulier l'économie coopérative, comme la norme de l'économie de demain.
- Sur l'action de l'État durant la crise sanitaire, les Scop et les Scic ont pu bénéficier du « quoiqu'il en coûte » lié à des mesures adaptées (PGE, report de charges, chômage partiel, etc.) à l'exception des CAE dont une partie des entrepreneurs n'ont pas été pris en compte par manque de reconnaissance de leur qualité d'entrepreneurs, et cela malgré le travail de fond réalisé avec Bercy pour trouver des solutions.
- Sur l'impact de l'inflation et de la hausse des prix de l'énergie pour toutes les coopératives, et en particulier celles de l'industrie et des travaux publics.

Premières pistes de travail de la Commission plaidoyer



Définition d'une stratégie d'influence auprès des réseaux d'entreprise, organisations professionnelles

(CPME MEDEF, consulaires, organisations professionnelles comme experts-comptables, syndicats) avec échange de pratiques sur une période de 6 mois et identification de réseaux prioritaires.



Définition d'une stratégie d'influence du Mouvement auprès des décideurs politiques

Au niveau national :
la CG Scop a contacté une quinzaine de ministres ; elle doit également solliciter des parlementaires, présidents de groupes et de commissions. Elle a rencontré à plusieurs reprises Marlène Schiappa.

Au niveau régional :
la CG Scop a remis à la rentrée le fichier contacts de tous les parlementaires à disposition des UR ainsi qu'un courrier type pour qu'elles puissent envoyer des courriers de félicitations et prise de rendez-vous avec les élus.

Mise en place d'un think tank

Détermination d'un cahier des charges-Benchmark des think tank (Labo ESS, Institut Montaigne, Fondation Jean Jaurès, Terra Nova, le collège des Bernardins, Institut Etienne Marcel).

Être partie prenante de « l'amélioration » de la Loi de 2014

Travaux sur les groupements de Scop et les Scop d'amorçage pour aboutir à des propositions concrètes de modifications légales avant le début des travaux d'évaluation de la loi de 2014 lancés par le Secrétariat d'État chargé de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative pour les 10 ans de la loi ESS.

Transition écologique

Fin 2021, il n'y a pas moins de 11 000 salariés de Scop et Scic pour 985 millions d'euros de chiffre d'affaires qui œuvrent dans des secteurs tels que la ressource / recyclage, le commerce et les produits biologiques ou écologiques, la construction/rénovation de bâtiments écologiques ou encore la mobilité durable et les énergies renouvelables.



Participation
à La Fresque
du Climat



Lors de sa Convention nationale et de son Université des permanents en juillet, la Confédération générale des Scop et des Scic a montré son engagement fort en faveur d'une économie toujours plus responsable.

L'ensemble des administrateurs et salariés permanents du Mouvement ont été sensibilisés aux enjeux climatiques en participant à une fresque géante animée par plus d'une vingtaine de permanents et d'élus formés pour l'occasion à l'animation et par 5 formateurs experts de l'association La Fresque du Climat. Cet événement marque un pas de plus dans la volonté du Mouvement d'accompagner ses adhérents dans leur transition écologique.

Les sociétés coopératives montrent qu'il est possible de multiplier les actions positives au service de la planète, permettant ainsi de lutter contre le réchauffement climatique, en favorisant notamment :

- L'utilisation des énergies renouvelables ou des transports peu polluants
- La multiplication des démarches plus responsables au sein de chaque entreprise, tous secteurs confondus.

Premières pistes de travail de la Commission transition écologique



Zoom sur **STPR (travaux publics) engagée en faveur de la transition écologique**



STPR a fait le choix d'équiper son bâtiment à Pleuville (Charente) de panneaux photovoltaïques, le premier site de Nouvelle-Aquitaine à le faire. Les panneaux assurent plus de 80 % de la consommation d'énergie de l'entreprise.

La société a également déjà acquis des véhicules électriques pour sa flotte et a mené d'autres actions :

- Récupération d'eau de pluie, remplacement des palettes de bouteilles par des gourdes personnelles
- Très prochainement, STPR va inaugurer un nouveau bâtiment qui accueillera la valorisation des déchets et devrait aussi avoir ses panneaux photovoltaïques
- Pour les entreprises du BTP, le coût de l'énergie est une question essentielle. STPR réfléchit également à s'approvisionner en hydrogène pour ses véhicules.

- ⇒ **Sensibiliser les coopératives pour qu'elles intègrent la transition écologique dans leurs activités actuelles ou à venir**
- ⇒ **Réaliser un état des lieux des ressources possibles internes et externes**
- ⇒ **Généraliser à l'ensemble du réseau la sensibilisation à la transition écologique, par différentes actions menées par les UR ou la CG Scop, comme la fresque du climat.**
L'objectif est d'avoir 50 % des salariés des coopératives informés
- ⇒ **Construire et diffuser une offre d'accompagnement pour les coopératives**



Vie coopérative, formation, transition sociale

ANIMATION VIE COOPÉRATIVE

Dans la continuité des travaux entamés lors de la précédente mandature, la Commission a identifié plusieurs objectifs et, dès 2022, des actions ont été mises en œuvre pour y répondre.

Observatoire des pratiques coopératives

L'Observatoire des pratiques coopératives permet d'identifier et de diffuser les expériences inspirantes dans les Scop et Scic.

Les Unions régionales Aquitaine/ pôle Poitou-Charentes et Ile-de-France/ Centre-Val de Loire ont été particulièrement impliquées dans un groupe de travail à l'initiative du projet d'Observatoire. Le groupe a permis de construire l'architecture du site qui héberge l'Observatoire et de repérer les premières initiatives présentes.



Ouvert en octobre 2022, dans un premier temps aux permanents du Mouvement, il sera accessible à toutes les Scop et Scic adhérentes dès février 2023.

À terme, une centaine d'exemples seront disponibles.

Organisé par thématiques, l'Observatoire présente des pratiques d'animation de la vie coopérative qui sont autant d'exemples de la créativité et du dynamisme des Scop et Scic pour faire vivre la démocratie dans l'entreprise. **Peu visible jusqu'à présent, car difficile à évaluer et à présenter, l'animation de la vie coopérative a enfin un espace dédié.**



<https://observatoire-vie-coop.scop.coop/>



Au-delà de la volonté de la direction à animer la vie coopérative, il est nécessaire de s'appuyer sur les coopérateurs actifs pour motiver le collectif car malgré l'énergie dépensée, le résultat escompté n'est pas toujours au rendez-vous, il fluctue au gré des circonstances. Patience, endurance et persévérance, maîtres-mots de l'animation de la vie coopérative.

Laure Simon, PDG de la Stepp



Les indicateurs extra financiers sont utiles pour donner de la clarté au projet coopératif et de la lisibilité sur nos différences par rapport aux autres entreprises.

Laurence Ruffin, PDG d'Alma



Nous avons désormais des repères communs qui nous permettent de justifier de tel ou tel choix sans qu'ils ne puissent être remis en cause, faute de compréhension. Notre environnement exige de nous d'évoluer rapidement. Cela peut perturber des collectifs aussi importants que celui d'ECF CERCA avec des réticences au changement. La formalisation du projet CAP 2026 est un investissement utile à chaque associé et surtout à la Scop !

Simon Couteau, PDG d'ECF CERCA

Formation et temps d'échanges



Pour favoriser la montée en compétences des délégués et la mutualisation des pratiques, la vie coopérative a été proposée lors de journées d'échanges.

Des ateliers ont été consacrés à l'animation coopérative :

- À l'Université des permanents en juillet à Marseille
- Au Séminaire des nouveaux permanents en décembre à Paris

Un temps sur le projet coopératif a été proposé lors des journées d'échanges de pratiques de novembre à Lille.

Au total, ce sont une centaine de permanents qui ont participé à ces formations.

Ces temps forts sont rendus possibles grâce à des délégués qui se mobilisent et participent à des groupes de travail. Ces espaces d'échanges et de productions permettent d'élaborer des outils qui sont diffusés au plus grand nombre dans un second temps. La quasi-totalité des unions régionales est représentée au sein des différents groupes. Des liens avec le monde de la recherche universitaire ont été créés pour alimenter les travaux et s'ouvrir aux autres modèles coopératifs (Rencontres interuniversitaires de l'ESS, La Manucoop, le CNAM...).

La Commission souhaite pouvoir évaluer son travail et a travaillé sur des indicateurs pour mesurer les actions et aussi le dynamisme global de la vie coopérative dans le Mouvement.



Journées d'échanges de pratiques à Lille

FORMATION

La formation des coopérateur-trices

DU Business Management Paris-Dauphiné/CG Scop

Depuis 2011, le partenariat entre l'Université Paris Dauphine et la CG Scop a permis la certification de plus de 220 dirigeant-es au Diplôme Universitaire Business Management Scop. En 2021/2022, ce sont 17 nouveaux dirigeant-es qui ont été nouvellement diplômés !

La formation des élu-es



Focus :

Le parcours d'intégration et de formation des élu-es

Le Congrès national organisé à Rennes en mars 2022 aura acté la nécessité de renforcer et développer les compétences de toutes et tous.

Aussi, un groupe de travail a été mis en place où élu-es et permanent-es des unions régionales ont conçu un parcours d'accueil, d'intégration et de formation des élu-es du Mouvement.

- Ainsi, les élu-es nationaux ont participé à une première action de formation le 10 mai 2022 qui traitait de l'organisation, du fonctionnement et des modalités de gouvernance du Mouvement.
- En complément, un livret d'accueil et d'intégration a été remis aux nouveaux élu-es de la Direction nationale réunis en séminaire les 19 et 20 mai 2022.
- Le parcours de formation ainsi conçu sera proposé aux élu-es du Mouvement tout au long de la mandature 2022/2026.

+ Form.Coop, le fonds mutualisé du Mouvement dédié aux compétences coopératives, au service des adhérents

Form.coop est un fonds mutualisé dédié aux adhérents qui versent une contribution volontaire et qui participent à des formations coopératives.

165
entreprises
coopératives

10 682
heures de
formation
financées

616
stagiaires



Pourquoi avez-vous adhéré au fonds mutualisé Form.coop ?

« Dès que nous nous sommes transformés en Scop en 2013, ce fut un choix d'utiliser tous les outils disponibles au sein du Mouvement. En effet, l'idée d'être dans une Scop, ce n'est pas juste de dire qu'on est une Scop,

on a vraiment envie que la démarche soit intégrée par l'ensemble des salariés. Cela permet de comprendre individuellement le rôle que l'on peut jouer dans notre Scop. C'est vraiment un plus pour des petites structures comme les nôtres. Sans ce support, on ne pourrait pas proposer autant de formations à l'ensemble de l'équipe.

Dès qu'un salarié devient associé, il peut bénéficier d'un parcours intégral des différents modules de formations coopératives proposés par l'UR Scop pour avoir une vision complète du fonctionnement des Scop et des Scic afin de vivre la Scop pleinement. À travers les formations financées par Form.coop, c'est aussi le moyen de tisser un réseau avec les Scop et les Scic qui sont autour de nous. C'est très intéressant et enrichissant d'avoir des temps de partage avec des structures différentes.

Emeline Ahoua, en charge de la prospection commerciale et de l'accompagnement des utilisateurs chez Logeas informatique



Université des nouveaux permanent-es

L'Université 2022 s'est tenue les 4 et 5 juillet 2022 à Marseille au Palais du Pharo. La Convention nationale réunissait aux mêmes dates et sur le même lieu les élu-es du Mouvement.

3 ateliers ont permis aux permanent-es et aux élu-es de se retrouver autour de problématiques liées au développement (accompagner la croissance des entreprises coopératives), à l'impact social, économique et environnement, ainsi qu'un atelier dédié à l'histoire du Mouvement.

180 permanent-es se sont retrouvés dans une ambiance chaleureuse et conviviale et ont participé à des ateliers de formation, d'échange de pratiques et de réflexion.

L'Université s'est terminée par l'organisation d'une fresque du climat « géante » où **168 participant-es** élu-es et permanent-es ont été sensibilisés à l'urgence climatique.

180
permanent-es

Le plan de formation des permanent-es du Mouvement

Le plan de développement des compétences 2022 proposé par la Confédération aux équipes des unions régionales s'est recentré autour d'actions de formation d'intégration et de découverte.

En 2022, le plan de développement des compétences aura concerné **331 participant-es** issus des **9 unions régionales** pour **481 journées/formation**.

481
journées
formation

Des permanent-es des Unions régionales Occitanie Pyrénées et Méditerranée, Ouest, Poitou-Charentes et Aura auront finalisé leur travail en concevant 2 parcours de développement des compétences des délégué-es :

- Un parcours d'intégration (délégué-es juniors)
- Un parcours de consolidation (délégué-es seniors)

À partir de ce travail d'ingénierie, les directeur-trices des UR ont fixé les priorités du plan de formation 2023 des permanents.

Vie du réseau



Animation & coordination réseau

Fédération CAE

Juridique

Représentation & partenariats

Révision coopérative

Système d'information



Animation & coordination réseau



12
réunions de
coordination
réseau en 2022

Coordination du réseau

Le processus de coordination du réseau, sous forme de points mensuels en visio et de réunions hebdomadaires bimestrielles en présentiel, vise à assurer la **planification et le suivi du plan de développement, ainsi que des projets transversaux aux différentes unions régionales**. Il s'appuie sur des temps de rencontre réguliers entre les directeurs des unions régionales et des fédérations de métiers.

En 2022, ces réunions ont notamment permis d'associer étroitement les unions régionales au travail de structuration des processus en cours à la CG Scop : déploiement d'un plan de développement des compétences des permanents du réseau ; optimisation des processus administratifs et financiers (adhésion, cotisations, Liste ministère) ; définition des feuilles de route du Service juridique et de la mission développement.

Animation du réseau

La mission d'animation du réseau vise avant tout à **développer l'efficacité collective** du réseau au service des adhérents en organisant la mutualisation des savoir-faire et des outils entre unions régionales. Elle permet également de renforcer la cohésion en favorisant l'interconnaissance et le sentiment d'appartenance à un réseau unifié.

À cette fin, elle conçoit et anime des espaces de travail favorisant le partage d'expériences et le renforcement des compétences-métiers entre les délégués des différentes unions régionales. Ainsi, elle organise notamment des **journées d'échange de pratiques thématiques** sur 2 jours qui réunissent les délégués des unions régionales sur un rythme bisannuel autour d'une problématique-métier : création ex nihilo en avril à Marseille, en partenariat avec l'UR Scop Paca-Corse (participation de 19 délégués) ; suivi syndical des Scop & des Scic en novembre à Lille, en partenariat avec l'UR Hauts-de-France (participation de 18 délégués).

L'année 2022 a également été marquée par l'initiation de **cycles de co-développement inter-UR**, dans l'intention de renforcer la capacité des délégués à animer des échanges entre pairs (inter-Scop ou intra-Scop) afin de mieux accompagner les coopératives sur la dimension humaine.

2 groupes de
7
délégués

formés à la facilitation
d'échanges entre pairs lors des
cycles de co-développement

Journée d'échange de pratiques thématiques
en avril à Marseille, en partenariat avec l'UR Scop Paca-Corse



19
délégués
participants

Témoignages de
participants aux cycles
de codéveloppement



“ J'ai beaucoup appris à travers les échanges avec les collègues des autres UR. Au fil des séances, on en retire de nombreux enseignements sur différents aspects (posture, bonne pratique...). À travers l'effet miroir que j'obtiens dans les échanges, cela nourrit ma pratique.

“ Beaucoup de situations rencontrées par des collègues font écho à celles que je peux moi-même rencontrer sur le terrain. Leurs apports ont enrichi ma pratique en me donnant des éclairages nouveaux, des pistes de réflexion que je n'avais pas forcément explorées.



Fédération des CAE

Coopératives d'activité et d'emploi

Projet de développement 2022-2026



L'année 2022, marquée par une vie démocratique riche et une interconnaissance poussée entre les 135 CAE membres, a été l'occasion d'acter une ambition à 5 ans et les pleins moyens de son déploiement.

L'assemblée générale a fixé un cap ambitieux pour 2026 : accompagner le déploiement à grande échelle de cette forme d'entrepreneuriat salarié coopératif unique mobilisée aujourd'hui par plus de 155 CAE et 12 000 entrepreneur-es dans tous les métiers en France.

Une cotisation propre lui permet désormais de déployer son projet en autonomie, en s'appuyant sur des moyens humains renforcés, avec l'arrivée en décembre à la co-direction de Caroline Lacoëntre aux côtés d'Anne Claire Pignal.

Ses principales actions et productions

ACCOMPAGNEMENT



- **300 accès au Memento juridique du CESA en CAE** (accessible à toutes les CAE membres et permanents du Mouvement).
- **Programmation de séquences de présentation et d'échanges** pour la montée en compétences en **comptabilité, gestion financière, sociale et animation coopérative**, préfigurant de prochaines formations.
- Lancement de la structuration de l'accueil et de l'accompagnement des porteurs de projets en lien avec les UR Scop

CONNAISSANCE ET PROMOTION



Observatoire :

- recueil des **chiffres clés des CAE en 2022** sur les dimensions sociales, économiques et coopératives
- participation à des **projets de recherche partenariaux** pour anticiper les mutations : sur les formes alternatives d'activité avec la Faabrick Cherdet et sur l'émancipation des travailleurs autonomes avec la Manufacture coopérative.

Communication :

- **une identité visuelle complète** pour la Fédération et ses membres
- **des outils pour l'ensemble du réseau des CAE** valorisés sur son site Internet www.les-cae.coop : plaquette « Entreprendre en coopérative d'activité et d'emploi », flyer à destination des entrepreneures, kakemonos, vidéos témoignages d'entrepreneures, réseaux sociaux.



LE PLAIDOYER ET L'INNOVATION



- Un approfondissement du discours commun avec les membres
- **Des propositions autour de 3 axes** portées dans le plaidoyer du Mouvement pour les élections présidentielles et législatives, ainsi que pour une prochaine révision de la loi ESS :
 - faire connaître et promouvoir l'entrepreneuriat en CAE et le statut d'entrepreneur salarié associé
 - généraliser l'accès aux dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat classique et les outils de financement dédiés
 - soutenir la fonction d'accompagnement des CAE.
- **Une feuille de route partenariale 2022-23 conclue avec Pôle Emploi** afin de mieux faire connaître le modèle, communiquer auprès des demandeurs d'emploi et apporter un appui juridique pour sécuriser les parcours des entrepreneurs.
- L'innovation autour de la recherche de nouveaux leviers de constitution de fonds propres en CAE qui se poursuit.



MUTUALISER POUR DÉVELOPPER



- Plus de **300 personnes rassemblées à l'occasion de la 2^e édition de la Grande Rencontre des CAE à Sète** du 14 au 16 septembre 2022, avec **90 CAE représentées**, des porteurs de projet, des représentant-es du Mouvement Scop & Scic et partenaires. 60 ateliers et des temps conviviaux pour faire fédération, partager les expériences et réflexions, préciser le positionnement de la Fédération et proposer de nouveaux axes de travail.
- **Une nouvelle Agora des CAE**, avec des outils collaboratifs libres, pour les échanges entre les CAE et leurs membres : forum de discussion, espace de stockage, documents collaboratifs, etc.
- Une pleine intégration au sein du Mouvement des Scop & Scic avec la participation de près de **140 représentant-es de CAE et un stand lors de son Congrès à Rennes en mars 2022**



Les étapes de concertation qui ont été proposées en amont de l'Assemblée générale de mai ont permis d'apporter les éclaircissements, précisions et projections nécessaires pour nous doter de moyens d'action. Bravo pour le travail réalisé !

Hélène Lorrain, Coobatir



Lors de cette Grande Rencontre 2022, j'ai vraiment senti un esprit commun de Fédération. Notre challenge est réussi. Toutes les CAE se mobilisent dans une Fédération dotée de moyens financiers, d'une équipe avec des adhérentes partageant une culture commune de travail, de partage et de convivialité : le top !

Jimmy Mercante, Elycoop



Juridique

Une réflexion globale concernant l'organisation du Service juridique au service des unions régionales a permis de dresser sa **feuille de route pour les 2 ans à venir**, en mettant en place quelques réglages sur le fonctionnement global d'un service profondément remanié et en ajustant le périmètre de ses missions.



Ainsi, les objectifs sont de :

- Poursuivre la capitalisation du savoir-faire de l'équipe et la diffusion de modèles
- Assurer la continuité des missions avec un recours à de l'externalisation maîtrisée
- Recentrer le Service juridique sur ses missions régaliennes en les consolidant (SVP, validations juridiques, formations, publications, arbitrage)
- Adapter les délais de réponse en fonction de la complexité des demandes
- Amener le Service juridique à intervenir sur de nouvelles demandes, notamment en matière d'ingénierie juridique à partir de 2023
- Définir un nouveau périmètre d'intervention du Service juridique en matière de plaidoyer qui délivrera un appui d'ordre technique et non d'influence.

Le Service juridique a poursuivi son travail de **sécurisation du statut des dirigeants de Scop**, à l'issue des travaux d'un groupe de travail dédié, en accompagnant les permanents ainsi que des dirigeants de Scop dans leurs démarches auprès de Pôle emploi et de CGEA. Un recueil de questions pratiques auprès des UR est en cours afin d'aider au mieux les Scop à choisir le dispositif le plus adéquat à leur situation (cumul mandat social et contrat de travail ou rémunération du seul mandat social).

Sollicité sur la thématique des **groupements de Scop** et la réglementation applicable, le Service juridique a consulté les UR ayant accompagné la mise en place de groupements de Scop qui demeurent assez peu nombreux aujourd'hui. L'objectif étant de déterminer les freins qui ont pu être identifiés à la constitution de groupements de Scop et d'anticiper les évolutions législatives souhaitables sur le sujet.

Un groupe de travail dédié associant dans un premier temps le service et des représentants d'UR puis des Scop ayant mis en place des groupements de Scop, devrait démarrer ses travaux en février 2023.

Au cours de l'année 2022, **10 dossiers d'arbitrage** ont été traités.



10
dossiers
d'arbitrage
traités

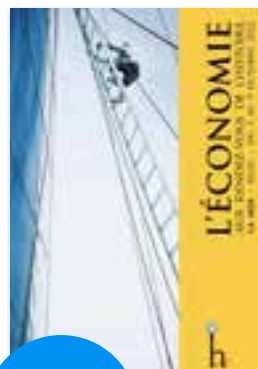


Représentation & partenariats



Forum des entreprises de la Banque de France

La Confédération des Scop et Scic était présente sur un stand le 10 octobre lors de la première édition du **Forum des Entreprises** organisé par la Banque de France à Paris. Fatima Bellaredj, déléguée générale, est intervenue lors d'une conférence sur le thème de **l'innovation dans les organisations**, sous l'angle notamment de la transmission d'entreprise.



Les Rendez-vous de l'histoire

Fatima Bellaredj a participé le 7 octobre à Blois à la conférence « **La citoyenneté économique peut-elle réanimer la démocratie ?** » aux côtés notamment de Jérôme Saddier (ESS France) et de Jean-Louis Laville (Cnam). La conférence organisée dans le cadre des Rendez-vous annuels de l'histoire a proposé de changer de regard sur l'économie pour entraîner une transformation radicale de modèle de développement et faire naître une économie coopérative inclusive, solidaire, écologique et au rendez-vous des grands défis du siècle.

Journées de l'économie autrement

La CG Scop était présente à la 7^e édition des JEA organisées par Alternatives Économiques du 25 au 26 novembre à Dijon. Fatima Bellaredj a témoigné lors d'une table ronde animée par Camille Dorival, journaliste et consultante à Coopaname, sur le thème « **Comment les Scop et les Scic s'engagent face à l'urgence environnementale** » aux côtés de Philippe Pereira, associé de la Scop Tsarap, et Jean-Paul Raillard, président du conseil de surveillance de la Scic Envie Autonomie.



Plateforme Mod'emplois

La CG Scop est partenaire de la plateforme Mod'emplois, lancée le 14 novembre à l'initiative de Christophe Itier et Philippe Bertrand. L'objectif est d'**inspirer par un principe d'exemplarité** de futurs entrepreneurs souhaitant mettre l'impact social ou écologique au cœur de leurs projets et, fort du réseau de partenaires, de faciliter la concrétisation de leurs projets en les orientant vers eux.



Révision coopérative



2022, année de Congrès, mais aussi année de renouvellement de la gouvernance de l'ARA.

Marie-Claire Baron a été réélue présidente du Directoire de l'ARA, et Pierre Thomas président du Conseil de surveillance.

Les premiers travaux de la nouvelle équipe ont porté sur la vie coopérative dans le cadre de la révision, et ce, en s'inspirant de la coopération agricole qui a publié un guide des bonnes pratiques de la révision, ainsi qu'un observatoire sur la gouvernance. Côté formation, deux sessions ont été organisées, une pour les nouveaux réviseurs, l'autre pour les réviseurs confirmés sous forme d'échange de pratiques sur la révision des Scic.

À noter l'évolution du cahier des charges relatif aux Scic : « *Le caractère d'utilité sociale, au sens de l'article 19 quinquies de cette loi, s'apprécie par les effets, directs ou indirects, de la coopérative sur le développement de la cohésion sociale, le renforcement de la cohésion territoriale, le développement durable, la transition énergétique ou environnementale. Ce caractère d'utilité sociale s'apprécie indépendamment de la nature des activités exercées.* »



Système d'information

Après les déploiements d'Odoo (2020) et de l'extranet adhérents (2021), l'année 2022 a servi à **stabiliser et optimiser les processus**, notamment auprès du service administratif de la Confédération. Le mécanisme de calcul et d'appel des cotisations a été revu et simplifié et les adhérents ont dorénavant accès à leur bordereau de cotisation directement depuis leur espace documentaire sur l'extranet. Le processus d'adhésion a également été optimisé de manière à accélérer le délai de réponses aux nouveaux adhérents. Enfin, le traitement de la Liste ministère a également fait l'objet d'améliorations notamment dans les échanges avec les Deets.



Une grande partie de l'activité a également été consacrée au **déploiement des dernières versions des suites bureautiques** pour l'ensemble des permanents. Tous les collègues du réseau travaillent dorénavant avec les mêmes outils, facilitant ainsi les échanges de pratiques et la communication au sein et entre les unions régionales.

Enfin, l'arrivée de Maxime Gourbin au sein du Service informatique a permis de mettre en place, pour les unions régionales qui le désiraient, une **prestation de service informatique mutualisée**, opérée par la Confédération, offrant ainsi aux délégués un point d'entrée unique pour toute demande de support.



Organigramme de la CG Scop

DIRECTION



Fatima BELLAREDJ
Délégue générale

SECRÉTARIAT



Nelly PETIBON
Assistante de direction

Service administratif et financier



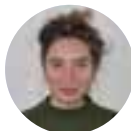
Amélie RAFAEL
Directrice Administrative et Financière



Kajola VETHANAYAGAM
Chargée RH et environnement de travail



François BOURDEREAU
Accueil



Eugénie PODETTI
Chargée d'études



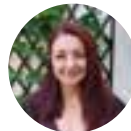
Damien LECELLIER
Comptable



Diane CHEVREUSE
Assistante de gestion



Jonathan IZA SARAVIA
Alternant en charge de la comptabilité



Sophia DELASSUS
Chargée de gestion ADV



Hafida RAMDANE
Liste ministère



Clément HUBSCH
Assistant administratif

Pôle développement

COMMUNICATION



Corinne LEFAUCHEUX
Directrice de la communication



Sophie MICHEL
Chargée de communication



Lucie GALLIEN
Chargée de communication



Eva MARÉCHAL
Chargée de communication

DÉVELOPPEMENT & INNOVATION SOCIALE



Aude JUSTAFRÉ
Délégue nationale au développement commercial et à l'innovation sociale

OUTRE-MER



Frédéric SANCHEZ
Délégue Programme Outre-mer



Grégory DOURIEZ
Délégue en charge du montage financier

Organigramme de la CG Scop

Services appui

JURIDIQUE



Claire TOSTAIN
Responsable du
service juridique



Antoine PHILBERT
Juriste



Élodie MERTZ
Juriste

OUTILS FINANCIERS



Thierry PERRIN
Directeur des outils
financiers



Jérôme JUBIN
Responsable
back-office



**Mitantsoa
RAKOTONIAINA**
Assistante
des outils financiers



Aurélien HIRAUX
Responsable
investissement



**Stéphan
BAHARANYI**
Alternant en charge
des outils financiers

Pôle services mutualisés

COORDINATION INDUSTRIE / RÉVISION



Gérard CASSISI
Délégué industrie,
développement
et révision



Fabrice GELIN
Animation et
coordination réseau

FORMATION / EMPLOI



Laurence BRIEN
Déléguée à la formation
professionnelle



Hervé SILVANT
Responsable
Système d'information



Maxime GOURBIN
Ingénieur
Informatique

VIE COOPÉRATIVE



Isabelle AMAUGER
Déléguée à la vie
coopérative

**Réalisation**

CG Scop

Conception et mise en page

Service communication CG Scop
/ Scop 0 tempora

Données chiffrées

Service études CG Scop

Crédits photos

Stéphanie Tétu – La Company –
Stéphanie Bardes – Alexandre
Paumard – DR

Avec le soutien des partenaires**Confédération générale des Scop et des Scic**

30, rue des Épinettes

75017 Paris

tél. : 01 44 85 47 00

les-scop@scop.coop

les-scop.coop



SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES



SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES
ET PARTICIPATIVES



SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES
D'INTÉRÊT COLLECTIF

